



Airbus n'attend que l'appel d'offres pour proposer son Typhoon à Ottawa Page B 3



Lire Québec: une vingtaine de textes sur la capitale rassemblés Page B 7

# ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR • LE MARDI 24 OCTOBRE 2017

## Ottawa refuse de resserrer les ratios d'agents de bord

La sécurité des passagers est menacée, affirme le Syndicat canadien de la fonction publique

FRANÇOIS DESJARDINS

Le gouvernement fédéral fait fausse route en refusant de resserrer le ratio qui balise le nombre de passagers pour chaque agent de bord, affirme le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Les transporteurs peuvent faire décoller un avion avec un agent de bord pour chaque tranche de 50 passagers, alors que ce ratio était d'un pour 40 il y a quelques années jusqu'à ce que des entreprises commencent à demander des exemptions pour les appareils monocouloir.

Dans un rapport publié cet été, le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités a recommandé qu'Ottawa «révise le rapport actuel de 50: 1 [...] en mettant la sécurité des Canadiens en tête de liste des priorités». Dans sa réponse le 18 octobre, le ministre des Transports a dit que son gouvernement n'est pas d'accord.

«Les ratios d'agents de bord actuels de 1:40 passagers ou de 1:50 sièges passagers constituent des normes internationales bien établies», a écrit le ministre Marc Garneau. «Transports Canada [...] a déterminé que le ratio de 1:50 sièges passagers

« Comme les conservateurs avant eux, les libéraux ont choisi de faire passer les profits des compagnies aériennes avant la sécurité des passagers »

Martyn Smith, président de la division du transport aérien du SCFP

permet d'offrir un niveau de sécurité adéquat.»

Quand le ministère des Transports a permis à Air Canada de modifier son ratio d'agents de bord à l'été 2014, le SCFP s'est tourné vers la Cour fédérale. «En cas d'avions au maximum

de leur capacité, cela signifie un agent de bord en moins sur plusieurs vols d'Air Canada», avait-il écrit dans sa requête. «Dans certains cas, cela veut dire qu'une des portes de sortie ne serait pas supervisée par un agent de bord lors d'une évacuation.»

Cette cause est toujours devant la Cour fédérale, a indiqué lundi le SCFP, qui représente environ 11 500 agents de bord chez plusieurs transporteurs canadiens, dont Air Canada, Sunwing et Transat.

«La sécurité des passagers est en danger et nous continuerons à nous battre pour le retour au ratio du 1 pour 40 qui est éprouvé sur le plan de la sécurité», a déclaré dans un communiqué le président de la division du transport aérien du SCFP, Martyn Smith. Selon lui, «comme les conservateurs avant eux, les libéraux ont choisi de faire passer les profits des compagnies aériennes avant la sécurité des passagers».

Porte sans surveillance

L'hypothèse d'un cas d'urgence sans agent de bord pour surveiller une porte — et que la décision d'ouvrir ou non repose sur les épaules d'un

passager — a figuré dans le rapport du Comité permanent des transports cet été. «Le Comité a appris que, selon les études réalisées sur les accidents, les passagers n'ont pas la formation nécessaire pour prendre cette décision et peuvent mettre les autres passagers en danger s'ils décident à tort d'ouvrir une porte obstruée», a écrit le Comité présidé par la députée libérale Judy Sgro.

La modification du ratio permettrait à Air Canada de réaliser des économies annuelles d'environ 30 millions, a écrit le quotidien *National Post* en juillet 2014.

Le ministre Garneau a indiqué au Comité que le gouvernement est d'accord avec plusieurs autres recommandations contenues dans le rapport. Ainsi, le Comité suggère d'inviter l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à «mener un audit approfondi du système canadien de surveillance de l'aviation civile». Ottawa est également d'accord avec l'idée de publier un suivi annuel de la mise en œuvre des gestes faits par Transports Canada après l'examen de l'OACI.

Le Devoir

## Pause attendue dans la hausse des taux directeurs

GÉRARD BÉRUBÉ

Il est attendu que la Banque du Canada freinera son élan haussier sur les taux directeurs mercredi. L'économie canadienne n'a pu conserver son allure accélérée du premier semestre.

Les analystes du Mouvement Desjardins souscrivent au scénario devenu dominant d'une pause dans la politique monétaire, après deux hausses totalisant 50 points du taux cible au jour le jour, en juillet et en septembre, pour le faire passer à 1%.

«Après avoir connu une première moitié d'année exceptionnelle, l'économie canadienne semble reprendre son souffle. Par exemple, le PIB réel par industrie est demeuré pratiquement inchangé en juillet et la valeur des exportations de marchandises a connu en août un troisième recul mensuel consécutif. Dans ces conditions, la croissance du PIB réel devrait ralentir dès le troisième trimestre», peut-on lire dans le commentaire des économistes de Desjardins.

Vendredi, Statistique Canada faisait ressortir une contraction des ventes au détail en août. Sur la scène des prix à la consommation, dans l'ensemble, en excluant les prix de l'essence, l'inflation ne s'est établie qu'à 1,1% en septembre, loin de la cible des 2%. Dans ses commentaires, l'économiste principal de Marchés mondiaux CIBC soulignait qu'il était permis «de croire que la Banque du Canada adoptera une approche plus graduelle avec les taux d'intérêt, dans l'avenir». L'économiste évoquait des perspectives de l'inflation restant «anémiques» pendant un certain temps.

L'économiste de la Banque Royale va dans le même sens et ne mise pas sur une nouvelle hausse avant le mois de décembre.

«Des commentaires du gouverneur de la Banque du Canada voulant que la trajectoire des taux directeurs ne soit pas prédéterminée et des données économiques plus faibles au pays laissent maintenant entrevoir que la politique monétaire canadienne ne sera pas modifiée en octobre.»

Chez Desjardins, on entrevoit désormais un ralentissement de la croissance du PIB canadien autour de 2% dès le troisième trimestre. «Cela entraîne une légère révision à la baisse de notre prévision pour

### Un Canadien sur trois ressent déjà la hausse des taux

Un Canadien sur trois ressent déjà les effets des hausses des taux d'intérêt, selon les résultats de l'enquête réalisée pour la firme spécialisée en insolvabilité MNP. Aussi, quatre personnes interrogées sur dix se disaient inquiètes de connaître des difficultés financières si les taux d'intérêt devaient continuer à grimper. «La bonne nouvelle est qu'il semble maintenant y avoir au moins une reconnaissance que les taux vont grimper, ce qui pourrait forcer les gens à réévaluer leurs habitudes de dépenses — particulièrement en ce qui a trait à l'utilisation du crédit», souligne la firme. Sept répondants sur dix ont indiqué qu'ils feraient davantage attention à leurs dépenses si les taux continuaient à grimper.

L'enquête a été réalisée en ligne par Ipsos pour MNP entre le 18 et le 21 septembre, auprès de 2005 adultes canadiens. L'Association de la recherche et de l'intelligence marketing juge qu'il est impossible de calculer la marge d'erreur d'un sondage réalisé en ligne puisque la méthode d'échantillonnage est non probabiliste.

La Presse canadienne

l'ensemble de 2017, soit de 3,2% à 3,1%. Des effets de base moins favorables amènent aussi une diminution de notre prévision pour 2018 (2,2% comparativement à 2,4%).»

Au Québec, l'Institut de la statistique du Québec avait, en septembre, fortement révisé à la baisse la poussée au premier trimestre, la hausse annualisée de 4,3% du PIB québécois annoncée précédemment ayant été ramenée à 2,8%.

«Une remontée graduelle des taux d'intérêt canadiens est toutefois toujours attendue au cours des prochains trimestres, ce qui devrait favoriser une légère appréciation du huard», prend-on soin d'ajouter.

Le Devoir



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Les demandes des Américains, comme le fait de réclamer l'abolition du système de gestion de l'offre, qui protège le marché québécois des œufs, de la volaille et du lait, étaient «assez extrêmes», selon la ministre de l'Économie, Dominique Anglade.

ALENA

## Le sursis des négociations permettra au Québec de faire valoir ses arguments

«Cela fait des mois que je dis aux entreprises: il faut aller sur le terrain», affirme Raymond Bachand, négociateur en chef pour le Québec

JOCELYNE RICHER à Québec

La prolongation annoncée des négociations autour de l'avenir de l'ALENA est une bonne nouvelle, a commenté lundi le négociateur en chef pour le Québec, l'ex-ministre Raymond Bachand.

Ces mois supplémentaires de discussions, au moins jusqu'au début de 2018, permettront notamment aux chefs d'entreprises québécoises de se déplacer et d'aller à la rencontre des Américains pour leur dire qu'ils ont tout intérêt à renégocier un accord de libre-échange avec

les Canadiens, a-t-il fait valoir lors d'une mêlée de presse.

Comme une vingtaine d'autres personnalités du monde économique, politique, patronal et syndical, autour du premier ministre Philippe Couillard, M. Bachand participait à une nouvelle rencontre sous forme de table ronde visant à faire le point sur les difficiles relations commerciales entre le Québec et les États-Unis. La rencontre largement à huis clos se tenait au Salon rouge de l'Assemblée nationale. Une autre du même genre aura lieu au début de l'an prochain.

«Cela fait des mois que je dis aux entreprises: il faut aller sur le terrain», aux États-Unis rencontrer des gens d'affaires, des travailleurs et des gouverneurs, a commenté M. Bachand, avant le début des travaux. «Le temps peut jouer en notre faveur», a renchéri la ministre de l'Économie, Dominique Anglade, qui participait elle aussi à cette réunion de quelques heures.

Car «le report des négociations, c'est aussi un gage de réalisme par rapport à la capacité de toutes les équipes de négocier une bonne entente avec les États-Unis», selon elle, surtout dans le contexte où on a constaté que les demandes des Américains étaient «assez ex-

trêmes», comme le fait de réclamer récemment l'abolition du système de gestion de l'offre, qui protège le marché québécois des œufs, de la volaille et du lait.

Au terme des échanges, M<sup>me</sup> Anglade a qualifié la rencontre de productive, se réjouissant de constater que le projet du gouvernement de mobiliser tous les acteurs impliqués autour d'un même objectif et d'une même stratégie fonctionnait. «La mobilisation souhaitée par le gouvernement est très concrète. Ils [les exportateurs] nous parlent des rencontres qu'ils ont eues. Ils nous parlent des sons de cloche qu'ils

VOIR PAGE B 2 : ALENA



Raymond Bachand

# ÉCONOMIE

## Abe propulse la Bourse de Tokyo à un record

L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes de la Bourse de Tokyo a signé lundi sa quinzième séance de hausse d'affilée, un record absolu depuis la création de cet indice en 1950.

Le Nikkei, notamment porté lundi par la large victoire du premier ministre japonais, Shinzo Abe, aux élections législatives anticipées de la veille, a fini la séance sur un gain de 1,1% à 21 696,65 points (+239,01 points), évoluant par ailleurs à des niveaux records depuis près de 21 ans.

Selon les dernières estimations, la coalition de Shinzo Abe a conservé sa majorité des deux tiers à la chambre basse du Parlement à l'issue des législatives anticipées dimanche. D'après les économistes de Société Générale, cette victoire électorale de Shinzo Abe renforce la probabilité de la nomination d'un gouverneur accommodant pour la Banque centrale du Japon à l'expiration du mandat de Haruhiko Kuroda en avril 2018, selon un texte de l'agence Reuters.

Elle devrait aussi favoriser le retour des investisseurs étrangers sur le marché nippon. « Nous restons stratégiquement optimistes sur les actions japonaises: les profits rebondissent, les valorisations sont peu élevées et les politiques d'assouplissement monétaire et fiscale favorisent les actions », indiquent-ils. Le résultat des élections législatives japonaises et la perspective du maintien d'une politique économique et fiscale très accommodante ont fait chuter le yen à un plus bas de trois mois face au dollar.

### À New York

Ailleurs, la Bourse de New York a terminé dans le rouge lundi après une série de résultats en demi-teinte à l'orée d'une semaine particulièrement chargée en comptes trimestriels: le Dow Jones a cédé 0,2% et le Nasdaq 0,6%. Se-

lon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones a lâché 54,67 points à 23 273,96 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, 42,23 points à 6586,83 points. L'indice élargi S & P 500 a concédé 0,4%, ou 10,23 points, à 2564,98 points.

« C'est une semaine clé pour les résultats avec de grands noms des secteurs technologiques, comme Microsoft ou Alphabet, de la consommation, comme McDonald's ou Coca-Cola, de la santé, comme Merck, ou du pétrole, comme ExxonMobil et Chevron, qui diffusent leurs chiffres, et c'est ce sur quoi les investisseurs se concentrent », a souligné William Lynch de Hinsdale Associates.

« Jusqu'à présent, les performances ont été très encourageantes », a-t-il remarqué. Selon la société Factset, sur les 17% d'entreprises du S & P 500 qui avaient déjà dévoilé leurs chiffres vendredi, 76% avaient dégagé un bénéfice par action supérieur aux pronostics des analystes et 72% des ventes au-dessus des prévisions.

Mais les résultats rendus publics lundi ont été reçus plus fraîchement. « Les actions sont actuellement valorisées à un niveau correspondant à la perfection », a estimé Art Hogan de Wunderlich Securities. « Il faut qu'on arrive à déterminer quelles entreprises ont des titres qui se sont trop emballés », a-t-il ajouté. Les investisseurs « veulent aussi voir s'il y a des avancées dans la réforme fiscale » promise par Donald Trump, a par ailleurs indiqué Adam Sarhan de 50 Park Investment. Le Sénat a donné son feu vert au lancement de cette initiative la semaine dernière, ce qui avait alimenté la montée de la Bourse de New York à de nouveaux sommets.

Avec Le Devoir Agence France-Press



KAZUHIRO NOGI AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Nikkei, notamment porté lundi par la large victoire du premier ministre japonais, Shinzo Abe, aux élections législatives anticipées, a fini la séance sur un gain de 1,1% à 21 696,65 points.

## MARCHÉS BOURSISERS

<b>TORONTO</b> S&P TSX <b>15 855,76</b> ▼ -1,46 -0,0%	<b>New York</b> S&P 500 <b>2564,98</b> ▼ -10,23 -0,4%	<b>PÉTROLE</b> 51,90 +0,06 \$US +0,1%
	<b>NASDAQ</b> <b>6586,83</b> ▼ -42,22 -0,6%	<b>OR</b> <b>1280,90</b> +0,40 \$US +0,0%
<b>DOW JONES</b> <b>23 273,96</b> ▼ -54,67 -0,2%	<b>DOLLAR CANADIEN</b> 79,09 -0,27 \$US -0,3%	<b>1\$US = 1,2644</b> <b>67,34</b> <b>+0,01 EURO</b>

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	(%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	(%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	----------------	-----	--------------	-------	---------	-----------	----------------	-----	--------------

### LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

S&P TSX	SPTT15855.76	-1.46	-0.01	142571
S&P TX20	TX20 634.04	-0.51	-0.08	51321
S&P TX60	TX60 937.01	-0.02	-0.00	55909
S&P TX60 Cap.	TX6C 1036.15	-0.02	-0.00	55909
Cons. de base	TTCS 534.47	3.12	0.59	2779
Cons. discrét.	TTCD 211.63	-0.47	-0.22	5532
Énergie	TTEN 181.85	-1.31	-0.72	32604
Finance	TTFS 303.43	0.11	0.04	15563
Aurifère	TTGD 197.90	-0.54	-0.27	57110
Santé	TTHC 67.38	0.48	0.72	6370
Tech. de l'info	TTTK 65.52	0.40	0.61	3381
Industrie	TTIN 236.38	0.33	0.14	11497
Matériaux	TTMT 242.01	0.28	0.12	47058
Immobilier	TTRE 299.50	0.76	0.25	5039
Télécoms	TTTS 169.19	0.66	0.39	1896
Sev. collect.	TTUT 253.95	-0.16	-0.06	3511
Métaux/minerals	TTXB 122.73	0.09	0.07	43818

### SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	46.78	-0.03	-0.06	522
TransAlta	TA	7.84	0.00	0.00	262

### TECHNOLOGIE

BlackBerry	BB	13.92	-0.10	-0.71	807
CGI	GIB.A	67.73	0.87	1.30	179

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	59.26	0.02	0.03	673
Manitoba Telecom	MBT	39.53	0.00	0.00	0
Rogers	RCL.B	67.14	0.24	0.36	511
Telus	T	45.37	0.35	0.78	713

### FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	30.85	0.03	0.10	27
iShares MSCI	XEM	32.50	-0.20	-0.61	21
iShares MSCI EMU	XEU	24.03	-0.03	-0.12	37
iShares S&P 500	XSP	29.30	-0.09	-0.31	168
iShares S&P/TSX	XIC	25.11	0.00	0.00	108

### TSX CROISSANCE

TSX Venture	JX	785.19	-4.32	-0.55	103003
-------------	----	--------	-------	-------	--------

### ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Alim. Couche-Tard	ATD.B	59.93	0.87	1.47	735
Canadian-Tire	CTC.A	158.37	0.49	0.31	95
Cogeco	CCA	92.83	0.13	0.14	48
Corus	CJR.B	12.27	-0.01	-0.08	1043
Groupe TVA	TVA.B	3.46	0.22	6.41	2
Jean Coutu	PJC.A	24.46	0.05	0.20	496
Loblav	L	68.65	0.45	0.66	358
Magna	MG	69.51	-0.36	-0.52	579
Metro	MRU	40.85	0.15	0.37	263
Quebecor	QBR.B	48.40	0.20	0.41	109
Uni Select	UNS	27.80	-0.99	-3.44	75
Saputo	SAP	44.26	0.10	0.23	210
Shaw	SJR.B	27.45	0.04	0.15	461
Dollarama	DOL	142.05	1.22	0.87	187
Restaurant Brands	QSR	84.29	-0.78	-0.92	332
Transat A.T	TRZ	9.79	0.01	0.10	23
Yellow Media	Y	8.09	0.09	1.13	27

### LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

HB NYMEX NG BULL	HNU	5.52	0.14	2.60	5349
CANOPY GROWTH CORP	WEED	12.93	0.17	1.33	3606
CENOVUS ENERGY INC	CVE	12.27	-0.22	-1.76	3079
CRESCENT POINT	CPG	9.14	0.01	0.11	2717
ENCANA CORP	ECA	14.09	-0.25	-1.74	2527
LUNDIN MINING CORP	LUN	10.02	0.05	0.50	2340
TORONTO DOMINION	TD	71.49	-0.18	-0.25	2178
MANULIFE FINANCIAL	MFC	25.96	-0.06	-0.23	2139
PURE INDUSTRIAL	AAR.UN	6.75	0.13	1.96	2070
iShares S&P TSX 60	XIU	23.58	0.00	0.00	1877

### LES GAGNANTS EN %

HORIZONS BETAPRO	HVU	5.63	0.34	6.43	988
CANFOR CORP	CFP	25.65	1.51	6.26	697
FORTUNA SILVER	FVI	5.83	0.34	6.19	689
GOLDMONEY INC	XAU	6.01	0.26	4.52	247
INTERFOR CORP	IFP	21.86	0.69	3.26	238
INDIGO BOOKS & PARKLAND FUEL CORP	IDG	17.90	0.56	3.23	463
WEST FRASER TIMBER	WFT	76.99	2.28	3.05	377
WSP GLOBAL	WSP	54.70	1.45	2.72	237
HB NYMEX NG BULL	HNU	5.52	0.14	2.60	5349

### ÉNERGIE

Cameco	CCO	11.26	-0.11	-0.97	636
Canadian Natural	CNQ	41.14	-0.56	-1.34	1632
Hydro One	H	22.64	0.04	0.18	320
Enbridge	ENB	49.38	-0.24	-0.48	1729
EnCana	ECA	14.09	-0.25	-1.74	2527
Enersplus	ERF	10.80	-0.06	-0.55	762
Pengrowth Energy	PGF	1.27	0.01	0.79	774
Pétrolière Impériale	IMO	39.22	-0.23	-0.58	319
Suncor Energy	SU	41.99	-0.07	-0.17	1630
Cenovus Energy	CVE	12.27	-0.22	-1.76	3079
TransCanada	TRP	61.44	-0.43	-0.70	899
Valence	VNR	22.21	0.01	0.05	33

### LES PERDANTS EN %

TAHOE RESOURCES	THO	6.04	-0.26	-4.13	1233
HORIZONS BETAPRO	HVI	18.73	-0.61	-3.15	182
BIRCHCLIFF ENERGY	BIR	5.01	-0.16	-3.09	1295
PARAMOUNT RES LTD	POU	20.17	-0.56	-2.70	368
HB NYMEX NG BEAR	HND	12.68	-0.31	-2.39	1419
ALAMOS GOLD CL A	AGI	8.79	-0.20	-2.22	471
CANADA GOOSE	GOOS	25.72	-0.57	-2.17	157
RICHMONT MINES INC	RIC	12.09	-0.26	-2.11	154
WESTJET AIRLINES	WJA	27.11	-0.56	-2.02	354
CES ENERGY	CEU	6.55	-0.13	-1.95	290

### FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	112.67	0.09	0.08	883
B. de Montréal	BMO	98.85	0.09	0.09	899
B. Laurentienne	LB	60.23	-0.34	-0.56	51
B. Nationale	NA	61.84	0.24	0.39	707
B. Royale	RY	101.42	0.19	0.19	1738
B. Scotia	BNS	81.26	0.31	0.38	1214
B. TD	TD	71.49	-0.18	-0.25	2178
Brookfield Asset	BAM.A	53.79	-0.36	-0.66	508
Cominar Real	CUF.UN	14.15	0.10	0.71	397
Corp. Fin. Power	PWF	35.83	-0.03	-0.08	173
Fin. Manuvie	MFC	25.96	-0.06	-0.23	2139
Fin. Sun Life	SLF	50.06	0.05	0.10	690
Great-West Life	GWO	36.40	0.05	0.14	243
Industrielle All.	IAG	58.18	0.16	0.28	113
Power Corporation	POW	32.89	0.09	0.27	306
IMX	X	67.48	-0.58	-0.85	67

### LES GAGNANTS EN \$

WEST FRASER TIMBER	WFT	76.99	2.28	3.05	377
CANFOR CORP	CFP	25.65	1.51	6.26	697
WSP GLOBAL	WSP	54.70	1.45	2.72	237
DOLLARAMA INC	DOL	142.05	1.22	0.87	187
SHOPIFY INC	SHOP	130.15	1.12	0.87	490
ALIMENTATION	ATD.B	59.93	0.87	1.47	735
CGI GROUP INC	GIB.A	67.73	0.87	1.30	179
AGNICO EAGLE MINES	AEM	56.81	0.82	1.46	437
PARKLAND FUEL CORP	PKI	24.41	0.76	3.21	1550
INTERFOR CORP	IFP	21.86	0.69	3.26	238

### INDUSTRIELLES

Air Canada	AC	26.34	0.14	0.53	1363
Bombardier	BBD.B	2.83	-0.01	-0.35	5345
CAE	CAE	21.85	-0.12	-0.55	276
Canadien Pacifique	CP	223.98	-0.18	-0.08	236
Chemin de fer CN	CNR	103.45	0.47	0.46	727
SNC-Lavalin	SNC	57.82	0.29	0.50	207
Transcontinental	TCLA	26.76	0.27	1.02	148
TFI International	TFII	32.13	0.17	0.53	204

### ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Agrium	AGU	136.30	0.51	0.38	146
Barrick Gold	ABX	20.42	0.20	0.99	1866
Goldcorp	G	16.47	-0.07	-0.42	1603
Kinross Gold	K	5.20	-0.03	-0.57	1667
Mines Agnico-Eagle	AEM	56.81	0.82	1.46	437
Potash	POT	24.40	0.09	0.37	1091
Teck Resources	TECK.B	28.99	0.31	1.08	1322

Consultez toutes les cotes boursières sur [www.decisionplus.com](http://www.decisionplus.com)

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermeture	var. pts	var. %	
IQ30	2718,23	10,82	0,40	
IQ120	2727,70	10,50	0,39	

### MISE À JOUR ÉCONOMIQUE D'OTTAWA

## Les déficits des prochaines années seront moins élevés que prévu

Ottawa — Le gouvernement Trudeau dévoilera mardi de nouvelles projections montrant des déficits annuels moindres que ce qui était prévu dans les prochaines années.

Le gouvernement ne devrait pas offrir un échéancier de retour à l'équilibre budgétaire, malgré un rendement économique d'une vigueur inattendue au début de 2017.

Un haut responsable gouvernemental a indiqué que la mise à jour économique de l'automne montrera des perspectives améliorées pour les prochaines années, malgré le fait qu'Ottawa annoncera de nouvelles mesures en plus des nouvelles projections.

Le haut responsable a af-

firmé que les nouvelles mesures viseront à fournir des outils pour les gens de la classe moyenne afin qu'ils continuent à contribuer à l'économie.

Des experts prédisent que le bond de croissance inattendu cette année offrira au gouvernement fédéral une marge de manœuvre supplémentaire d'environ 10 milliards de dollars dans chacune des deux prochaines années.

Les libéraux espèrent probablement que le document contiendra suffisamment de bonnes nouvelles économiques pour détourner l'attention de la controverse sur les conflits d'intérêts ayant éclaboussé le ministre des Fi-

nances, Bill Morneau, depuis environ une semaine.

La semaine dernière, M. Morneau a promis de vendre 21 millions d'actions de l'entreprise familiale de ressources humaines, Morneau Shepell, qu'il a travaillé à bâtir durant 25 ans. Il a aussi promis de placer le reste de ses avoirs dans une fiducie sans droit de regard.

Des députés de l'opposition ont appelé l'ancien administrateur de Bay Street à dévoiler s'il s'était refusé de la prise de décisions sur le projet de loi sur la retraite qui profitera probablement, selon eux, à Morneau Shepell.

La Presse canadienne

## ALENA

SUITE DE LA PAGE B 1

ont» sur le terrain, a commenté M<sup>me</sup> Anglade, en rappelant l'importance pour le Québec dans ce dossier de ne pas être pressé de conclure, vu l'importance de l'enjeu et l'ampleur du fossé qui sépare les parties.

Au Québec, « on est capables de relever des défis économiques », avait dit d'entrée de jeu le premier ministre Couillard, adoptant un ton optimiste et rassurant dans ses remarques d'ouverture.

Signe que Québec prend la situation très au sérieux, il a noté que, depuis janvier 2017, plus de 20 missions économiques avaient été menées par le gouvernement du Québec aux États-Unis. Il a aussi dit que deux événements pourraient changer la donne dans les prochains mois, soit les élections au Mexique et les élec-

tions de mi-mandat aux États-Unis, en 2018.

Les Québécois doivent présenter un front uni pour continuer à faire la promotion des marchés ouverts, a soutenu le premier ministre. C'est un fait que pas moins de 70% de nos exportations prennent le chemin des États-Unis.

La renégociation de l'ALENA, souhaitée par le président américain Donald Trump, s'avère plus complexe que ce qui était prévu initialement, et nécessitera donc plus de temps. Au départ, on avait souhaité une conclusion avant la fin de 2017. Trois pays sont en cause: le Canada, les États-Unis et le Mexique, et quatre cycles de négociations ont déjà eu lieu.

La Presse canadienne

## Un actionnaire de La Baie veut le remplacement des membres du conseil

Toronto — Une firme d'investissement américaine a demandé lundi que les membres du conseil d'administration de la Compagnie de la Baie d'Hudson soient remplacés, précisant avoir un problème en particulier avec le président exécutif du grand détaillant. La firme Land & Buildings Investment Management exerce une pression sur l'équipe de direction de La Baie d'Hudson depuis des mois, faisant valoir que son action est sous-évaluée. Selon la firme, le départ du chef de la direction de la Compagnie de la Baie d'Hudson (HBC), Jerry Storch, prévu pour le 1<sup>er</sup> novembre, ne réglerait pas le problème de l'action de l'entreprise. Land

& Buildings juge que la principale source de problèmes chez le détaillant est son président exécutif, Richard Baker.

La Presse canadienne

## Amazon a reçu 238 candidatures

## ÉCONOMIE



L'Autriche, l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït et l'Italie ont déjà obtenu ou commandé des appareils Eurofighter Typhoon d'Airbus.

## Airbus n'attend que l'appel d'offres pour proposer son Typhoon à Ottawa

L'occasion pourrait se présenter, dans le contexte où le fédéral a menacé de ne plus faire affaire avec Boeing pour remplacer les CF-18

PIERRE SAINT-ARNAUD  
à Boucherville

Airbus est en piste et n'attend plus que l'appel d'offres du gouvernement Trudeau pour lui présenter ses avions de chasse Eurofighter Typhoon.

Ottawa a menacé de ne plus faire affaire avec Boeing pour le remplacement de 18 appareils de sa flotte de CF-18 vieillissants. Le géant américain lui proposait son Super Hornet, un contrat dont la valeur n'est pas connue, mais que les analystes évaluent à environ 6 milliards.

De passage au Symposium sur le marché canadien de la défense et de la sécurité, lundi à Boucherville, le président d'Airbus Canada, Simon Jacques, a appelé le gouvernement fédéral à présenter un appel d'offres « ouvert et équitable » pour le remplacement de ses chasseurs militaires. « On a un très bon avion; si l'appel d'offres sort avec des critères qui sont justes pour tout le monde, c'est-à-dire que peu importe la compagnie, c'est ouvert et équitable, si c'est une vraie compétition, absolument

qu'on a une chance de gagner », a-t-il affirmé en mêlée de presse avant son allocution aux participants du Symposium.

Airbus a décroché son premier contrat d'envergure l'an dernier avec le gouvernement du Canada, qui lui a commandé 16 avions de recherche et de sauvetage, une entente de 2,4 milliards, en plus de 2,3 milliards en entretien et service après-vente pour 20 ans. Le premier de ces appareils doit être livré à la fin de 2019.

M. Jacques a fait valoir que l'avionneur européen est déjà associé à plusieurs fournisseurs canadiens, dont CAE et Pratt & Whitney pour ce contrat. Il ajoute qu'une équipe canadienne sera mise sur pied pour soumissionner à un éventuel contrat de chasseurs si les critères lui permettent d'offrir le Typhoon aux militaires canadiens. Il assure que l'industrie canadienne dans son ensemble en profitera aussi. « On attend l'appel d'offres pour savoir si on a une chance de gagner ou pas et, en gagnant, ça nous prend des partenaires canadiens et québé-

cois », a-t-il rappelé.

Il a souligné que sa présence au Symposium visait justement à « parler aux fournisseurs pour leur expliquer comment travailler avec Airbus dans le futur, principalement pour la partie défense et aérospatiale ».

**CSeries: pas de garanties pour les fournisseurs d'ici**

Avec la prise de contrôle de la CSeries par Airbus, le consortium européen se trouve maintenant dans une position favorable pour damer le pion au concurrent Boeing sur l'échiquier des avions de chasse.

L'avionneur américain, qui cherchait à bloquer l'entrée de la CSeries aux États-Unis et possiblement faire échouer le programme en entier en réclamant des droits punitifs qui ont finalement atteint 300 %, s'est trouvé à remettre entre les mains d'Airbus une ligne complète d'appareils complémentaires à ceux qu'Airbus offrirait déjà. De perdre aux mains d'Airbus le contrat de remplacement des CF-18 serait un camouflet additionnel

d'importance pour le géant américain.

Simon Jacques n'a toutefois pas voulu discuter des suites de la transaction avec Bombardier. Interrogé quant à savoir si la chaîne d'approvisionnement québécoise pour l'assemblage de la CSeries à Mirabel allait également être sollicitée pour les appareils qu'Airbus entend assembler à son usine de Mobile en Alabama, M. Jacques s'est contenté d'un laconique: « je ne peux pas répondre à cela ».

L'objectif d'Airbus, en assemblant l'appareil de Bombardier aux États-Unis, est de contourner la vague protectionniste américaine en offrant un avion construit sur place, ce qui empêcherait toute récidive en matière d'imposition de droits compensatoires et de droits antidumping. Il est trop tôt pour savoir, cependant, quelle proportion de l'appareil ou de ses pièces devra provenir des États-Unis pour qu'il échappe à une nouvelle tentative de perturbation de Boeing.

La Presse canadienne

## Aramco confirme une introduction en Bourse en 2018

Des analystes doutent toutefois de la pertinence de cette manœuvre

ANUJ CHOPRA  
à Riyad

OMAR HASSAN  
à Dubaï

Le géant pétrolier saoudien Aramco a confirmé lundi son projet d'introduction en Bourse au deuxième semestre de 2018, mais des analystes doutent de la faisabilité de cette gigantesque opération et évoquent d'autres solutions.

Présentée comme la plus grosse introduction en Bourse du monde, la vente de 5 % d'Aramco constitue la pierre angulaire d'un ambitieux plan de réforme lancé par le prince héritier Mohammed ben Salmane pour réduire la dépendance de l'économie saoudienne au pétrole. Elle devrait générer d'importants revenus — jusqu'à 100 milliards de dollars — pour le royaume. Une aubaine pour ce pays du Golfe qui a enregistré d'énormes déficits budgétaires et vu ses réserves financières fondre depuis la chute à la mi-2014 du prix de l'or noir.

La privatisation partielle d'Aramco avait été annoncée en grande pompe l'année dernière lorsque le

prince Mohammed avait présenté son plan « Vision 2030 » pour transformer l'économie saoudienne. « Nous avons toujours dit que nous allions procéder à cette introduction en 2018, et plus précisément dans la seconde moitié de 2018 », a déclaré le p.-d.g. d'Aramco, Amin Nasser, dans une interview diffusée lundi par la chaîne de télévision CNBC, démentant des informations sur un possible report de cette ouverture de capital. « L'offre publique de vente est sur la bonne voie. Le lieu de l'introduction sera discuté et annoncé en temps voulu », a précisé M. Nasser, démentant toute négociation avec des investisseurs chinois ou d'autres pour vendre directement des parts d'Aramco.

Le milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal, qui est considéré comme un gros investisseur, a préconisé une privatisation plus poussée d'Aramco. « Si on y va pour 5 %, rien ne nous empêche d'aller à 5 % de plus l'an prochain et 5 % encore la troisième et la quatrième année, et ainsi de suite, en fonction de la situation », a-t-il dit.

Mais des analystes estiment qu'une vente directe permettrait à l'Arabie saoudite de lever immédiatement de l'argent frais et de disposer d'une plus grande marge de manœuvre. « Le placement direct d'une petite partie d'Aramco résoudrait bien des maux de tête au milieu des efforts actuels pour lister la société sur des plateformes mondiales », a déclaré à l'AFP Karen Young de l'Arab Gulf States

Institute de Washington.

« Le prix peut être négocié directement et aider à [...] soulager une certaine pression budgétaire à court terme. Un placement direct peut également être rapidement clôturé », a ajouté M<sup>me</sup> Young. « Une vente directe [...] augmenterait la probabilité de retarder l'introduction en Bourse au-delà de 2018 », a estimé pour sa part le cabinet d'analyse Eurasia Group. Cela offrirait à Riyad de la souplesse pour introduire Aramco sur une place internationale lorsque les prix du pétrole grimperaient, augmentant ainsi ses chances d'en tirer un meilleur prix, selon ce cabinet.

**Pour que l'introduction en Bourse soit un succès, les réserves pétrolières d'Aramco devraient être vérifiées de manière indépendante et ses finances examinées de façon fiable**

Contrairement à l'introduction en Bourse, une vente directe épargnerait aux dirigeants saoudiens l'épreuve d'une évaluation indépendante des avoirs d'Aramco, considérée comme le joyau de la couronne de l'économie saoudienne. Les investisseurs se demandent depuis longtemps si Aramco vaut bien 2000 milliards de dollars, comme le soutient la direction saoudienne. « L'Arabie saoudite n'a pas besoin d'un scandale en ce moment » au

tour d'Aramco, a souligné M<sup>me</sup> Young.

Pour que l'introduction en Bourse soit un succès, les réserves pétrolières d'Aramco devraient être vérifiées de manière indépendante et ses finances examinées de façon fiable: une transparence à laquelle l'entreprise n'est pas habituée. « L'Arabie saoudite devra divulguer un grand nombre de chiffres qu'elle a traditionnellement considérés comme des secrets d'État », relève Hossein Askari, professeur à l'Université George Washington.

Il s'interroge sur l'opportunité d'introduire Aramco en Bourse, alors que le premier exportateur mondial de brut peut facilement emprunter sur le marché local et à l'international. Mais y renoncer complètement pourrait être considéré comme un revers pour le plan de réformes du prince Mohammed.

« Aramco a de nombreuses options », a souligné à l'AFP El-len Wald de l'Arabia Foundation à Washington et auteur du livre *Saudi Inc.* Il peut y avoir, selon elle, une introduction internationale en Bourse, une autre limitée au marché saoudien avec la possibilité d'introductions ultérieures sur le marché international, ou des ventes directes privées, combinées avec l'une des autres options. Mais, ajoute-t-elle, « sur le plan politique, il pourrait être difficile de renoncer à une introduction en Bourse à ce stade ».

Agence France-Presse

### CONCURRENCE

## Des constructeurs automobiles allemands inspectés par des fonctionnaires européens

Des soupçons d'entente entre compagnies avaient été révélés cet été

Bruxelles — La Commission européenne a procédé lundi à de nouvelles inspections dans l'industrie automobile allemande, notamment chez les géants Daimler et Volkswagen, dans le cadre d'une enquête sur une affaire de cartel, selon des sources concordantes.

Les fonctionnaires européens « ont effectué des inspections dans les locaux de constructeurs automobiles en Allemagne », a annoncé Bruxelles dans un communiqué, sans précisions sur le nom des entreprises concernées. La Commission, gardienne de la concurrence dans l'UE, souligne que ces inspections ont eu lieu lundi et que des inspecteurs de l'Office allemand des cartels étaient présents.

Interrogés par l'AFP, Daimler et Volkswagen ont tous deux re-

connu être visés par ces inspections de fonctionnaires européens. « Des inspections qui avaient été annoncées en cours [...] nous coopérons entièrement avec les autorités », a expliqué Daimler, fabricant des voitures Mercedes-Benz, ajoutant cependant « ne pas savoir pour le moment si la Commission européenne ouvrira une procédure officielle antitrust ».

Le groupe Volkswagen a également dit que des inspecteurs de la Commission avaient « examiné des documents » à son siège à Wolfsburg ainsi qu'à celui de sa filiale Audi à Ingolstadt. « Le groupe Volkswagen et les sociétés du groupe concernées coopèrent depuis longtemps avec la Commission européenne », a assuré le géant allemand.

La Commission européenne avait déjà réalisé vendredi des

inspections chez BMW dans le cadre de cette même enquête, qui implique au total cinq groupes automobiles allemands.

Ces soupçons d'entente avaient été révélés cet été par les médias allemands et avaient un peu plus porté atteinte à l'image des constructeurs automobiles allemands, déjà entachée par les tricheries sur les émissions polluantes des véhicules diesel. En juillet dernier, l'influent hebdomadaire *Der Spiegel* avait lancé l'affaire: selon lui, BMW, Daimler, Volkswagen, Audi et Porsche ont eu pendant plus de 20 ans des réunions secrètes pour s'accorder sur nombre d'aspects techniques de leurs voitures, notamment sur le système de filtration des émissions polluantes, lésant ainsi possible-

ment consommateurs et sous-traitants.

« Les inspections sont des étapes préliminaires dans le cadre d'enquêtes sur des activités soupçonnées d'être « anticoncurrentielles » », a souligné lundi la Commission dans son communiqué. Les cartels sont interdits dans l'UE puisqu'ils nuisent à la concurrence et aux consommateurs. Les entreprises qui s'entendent entre elles peuvent se voir infliger de lourdes sanctions.

Dans le cas du secteur automobile allemand, la Commission européenne a confirmé que le groupe Daimler coopérerait avec elle et qu'il bénéficierait de son programme de clémence, après lui avoir fourni un certain nombre d'informations.

Agence France-Presse



IAN TIMBERLAKE AGENCE FRANCE-PRESSE

Des installations d'Aramco, dans le désert Rub al Khali

# LES SPORTS

CANADIEN DE MONTRÉAL

## Julien récompense Paul Byron pour ses efforts

MICHEL LAMARCHE  
à Brossard

Dans l'espoir de relancer une équipe en chute libre et une attaque complètement amorphe depuis le jour 1 de la saison régulière — et même avant, ajouteraient certaines mauvaises langues —, Claude Julien a expérimenté avec de nouvelles unités offensives lundi matin au Complexe sportif Bell de Brossard. Et l'exercice avait un objectif fondamental, selon ses propres dires: récompenser les plus méritants.

À la veille de la visite des Panthers de la Floride au Centre Bell, Julien a officiellement séparé Max Pacioretty de Jonathan Drouin, et ce dernier s'est retrouvé au centre d'un trio que complétaient Paul Byron et Artturi Lehkonen. Quant à Pacioretty, il s'est entraîné à la gauche de Phillip Danault et d'Andrew Shaw.

Charles Hudon, Tomas Plekanec et Brendan Gallagher ont été réunis tandis qu'Alex Galchenyuk s'est retrouvé à gauche de Michael McCarron et de Nikita Scherbak, rappelés du Rocket de Laval dimanche. Torrey Mitchell et Jacob De La Rose étaient les deux autres attaquants en uniforme.

En dévoilant sa pensée, Julien a admis que sa décision se voulait une forme de récompense pour le travail de Byron, l'un des rares joueurs du Canadien pouvant se targuer d'avoir connu un voyage respectable en Californie la semaine dernière.

«C'est au mérite», a répondu Julien sans détour. Tu ne peux pas garder un gars comme "Paulie" Byron sur un quatrième trio quand il joue de la façon qu'il joue. A un moment donné, on ne doit rien à personne. Ces joueurs-là sont ici pour performer et faire leur travail. S'ils méritent de jouer sur certains trios, c'est là qu'ils devraient jouer.»

Plus tard lors de sa rencontre avec les médias, Julien a donné l'exemple de Pacioretty comme d'un joueur ayant affiché de l'ardeur dans la défaite de vendredi face aux Ducks d'Anaheim.

Après un match à Los Angeles, 48 heures plus tôt, où il avait sévèrement critiqué sa propre performance, Pacioretty a lancé dix des 51 tirs de l'équipe en direction de John Gibson.

Malgré cette pétarade, le capitaine du Canadien n'a toujours pas réussi à faire bouger le compteur, bloqué à un but depuis le tout premier match de la saison. C'est d'ailleurs le seul point qu'il a inscrit cette saison.

«Je n'ai pas détesté son dernier match», a analysé Julien. C'était de loin son meilleur même s'il n'a pas marqué. Je sais qu'il a eu une bonne chance en deuxième période. Ça va venir en autant qu'il continue de jouer de la façon qu'il a joué le dernier match.»

### Un message clair

Par ailleurs, s'il s'est exprimé sur un ton conciliant au sujet de Pacioretty, Julien a donné l'impression d'avoir atteint une certaine limite avec Galchenyuk, qui ne compte qu'un seul but lui aussi, marqué en avantage numérique contre les Maple Leafs de Toronto.

En le mutant avec McCarron et Scherbak, Julien espère provoquer une étincelle chez son énigmatique attaquant qui n'a pas réussi à profiter de l'occasion qui lui a été offerte la semaine dernière alors qu'il avait été réuni avec Drouin et Pacioretty.

«Pour l'instant, Alex ne nous en a pas donné suffisamment pour continuer de jouer au sein du premier trio», a affirmé Julien. Lors du dernier match, je crois qu'il n'avait qu'un seul tir au but avec cinq minutes à jouer, et nous avons certainement besoin de plus.»

L'entraîneur a également joué avec ses tandems défensifs et placé Jeff Petry auprès de Brandon Davidson tandis que Karl Alzner s'est retrouvé en compagnie de Jordie Benn. Shea Weber et Victor Mete sont demeurés ensemble et Joe Morrow a glissé au septième rang dans la hiérarchie de l'équipe à la ligne bleue.

La Presse canadienne



À gauche, Mauro Biello, alors capitaine de l'Impact, au centre de ses coéquipiers après avoir gagné la finale de la Première division des United Soccer Leagues, en 2009. À droite, M. Biello dimanche dernier, alors que l'Impact s'est incliné devant le Revolution de la Nouvelle-Angleterre.



GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

## L'Impact met fin au chapitre Mauro Biello

L'entraîneur-chef a été congédié à la suite d'une saison décevante

KARL  
RETTINO-PARAZELLI

Le match de dimanche, qui a marqué la fin de la carrière du capitaine Patrice Bernier, aura aussi été le dernier de Mauro Biello à titre d'entraîneur-chef de l'Impact de Montréal. Après 24 années passées dans l'organisation du club de soccer montréalais, d'abord comme joueur puis comme entraîneur, il est maintenant contraint de céder son siège.

Le président de l'Impact, Joey Saputo, n'a pas mâché ses mots lundi, au moment de faire le bilan de la saison. «Comme vous le savez, notre équipe a connu une saison difficile. Je dirais même très difficile», a-t-il lancé d'entrée de jeu, avant d'annoncer que Mauro Biello et son équipe d'adjoints ne seraient pas de retour l'an prochain.

Cette année, le onze montréalais a été exclu des séries éliminatoires pour la première fois en trois ans, terminant la saison au neuvième rang de l'Association Est. Tranchant, Joey Saputo a affirmé que le Bleu-Blanc-Noir n'a jamais eu de «réelle identité de jeu», que «les défaites se ressemblaient trop» et que des «problèmes récurrents n'ont jamais été corrigés».

«Tous ces éléments nous indiquent qu'il est temps de faire un changement au niveau de la direction de cette équipe», a-t-il conclu.

Biello pourrait demeurer impliqué au sein de l'organisation, mais son futur rôle n'a pas été précisé. De leur côté, le directeur technique de l'Impact, Adam Braz, et le vice-président des relations internationales et du développement, Nick De Santis, demeurent avec l'équipe.

### Viser les grandes ligues

Joey Saputo a rencontré Mauro Biello à plusieurs reprises au cours de la saison pour faire le point sur les performances de l'équipe. Insatisfait, il a entamé dès juillet des démarches pour lui trouver un remplaçant.

Le successeur de Biello devrait être nommé au cours des prochaines semaines, mais le grand patron de l'Impact a déjà offert des indices clairs sur ses visées. Il a indiqué que le prochain entraîneur-chef devrait être différent de ceux que l'équipe a connus par le passé.

Il cherche un entraîneur qui a l'expérience des plus grandes ligues de la planète et qui peut avoir un impact significatif sur l'équipe, de la même manière

qu'un joueur désigné. Il a déjà eu des échanges avec plusieurs candidats européens.

«On sait que d'aller chercher un entraîneur de ce niveau-là,

«Je suis très déçu pour lui. Il nous a beaucoup apporté», a confié le défenseur Hassoun Camara

c'est un investissement, a-t-il dit. Un investissement, pas une dépense.»

M. Saputo souhaite que ce nouvel entraîneur-chef puisse créer davantage de liens entre l'Impact de Montréal et son académie, qui développe les jeunes talents. Il faudra qu'il parle français, ou qu'il ait l'intention d'apprendre la langue, a-t-il ajouté.

Joey Saputo a cependant tué dans l'œuf la rumeur voulant qu'Alexandro Nesta fasse un retour à Montréal, cette fois derrière le banc. L'international italien qui a joué avec l'Impact en 2012 et en 2013, avant de devenir entraîneur-chef du Miami FC dans la NASL, n'a pas été contacté jusqu'à maintenant, a-t-il affirmé.

### Un «bâtisseur»

Lundi, Joey Saputo a tenu à souligner l'implication de celui

qui a officiellement pris la barre de l'Impact en novembre 2015, après avoir été entraîneur-chef par intérim pendant trois mois, à la suite du départ de Frank Klopas.

Il a décrit Mauro Biello comme un «bâtisseur» de l'Impact et du soccer au Québec. Le Montréalais a joué pendant 16 saisons

dans l'uniforme de l'équipe avant qu'elle fasse le saut dans la Major League Soccer (MLS) et il a passé 8 ans au sein du personnel d'entraîneurs.

Lors du bilan annuel, certains joueurs ont également salué le travail de Biello. «Je suis très déçu pour lui. Il nous a beaucoup apporté», a confié le défenseur Hassoun Camara.

«La chimie était très bonne l'année dernière. [...] C'a été plus difficile dans le vestiaire cette saison, en terme de cohésion», a-t-il dit, sans préciser la nature des frictions.

Un autre vétéran de l'équipe, Laurent Ciman, a admis que le départ de Biello ne l'a pas surpris. «On s'y attendait. [...] Je pense qu'on a notre part de responsabilité là-dedans, a-t-il observé. Malheureusement, on a failli à notre mission.»

Le Devoir

### MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com 3600

### HORIZONTALEMENT

1. Avec finesse et précision.
2. Ne pas perdre de vue - Oubliées.
3. Petit bout de conversation - Embellies.
4. Qui porte à la vertu - Rivière de Roumanie.
5. Arrivée - Sainte - Touffus.
6. Fait front - Xénon.
7. Sots - Inséré.
8. Consulté - Souligne avec force.
9. Éliminent - Dagobert.
10. Outil - Huile de coude.
11. Apathie - Est indissociable du yin.
12. Sert à protéger un matelas - Vraiment pas gros.

3. Pour un chat d'appartement - L'aigle y niche.
4. Id est - Allongées.
5. Forme échancrée de la Lune - Sud-est.
6. Fouillées méthodiquement.
7. Énormes quantité - Très naturels.
8. Exprime - Contrôlé.
9. Partie de baguette - Canine - Whisky.
10. Impulsion - Fibre synthétique.
11. Sorti de la mère - Disloqué - Frotté d'huile.
12. Mouche - Traquenard.

1	F	I	L	D	E	F	E	R	I	S	T	E
2	E	C	A	R	T	E	E	V	E	I	L	
3	R	I	R	E	L	I	C	E	N	C	E	
4	A	V	I	S	E	U	R	S	K	I		
5	R	E	A	G	I	L	E	V	E	E	S	
6	E	M	I	E	T	T	E					
7	P	A	R	E	Y	C	R	A	S	H		
8	A	N	E	S	P	A	O	N	S	I		
9	S	C	O	M	O	P	L	A	T	E	S	
10	S	I	T	U	E	P	A	L	A	I	S	
11	E	P	A	R	G	N	E	E	T	R	E	
12	R	E	N	D	B	L	A	I	S	E	E	S

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

### Sudoku

par Fabien Savary

						9		2				
4					1		2					
	1										4	
	4	5			3							
8	7							5				
				8	4				7	1		
3											6	
						2	7					
	8	9				6						5

Niveau de difficulté : DIFFICILE 3737

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

### Solution du dernier numéro

5	6	3	1	9	8	2	7	4
4	2	7	3	5	6	8	1	9
8	9	1	4	2	7	3	5	6
9	7	6	8	1	5	4	2	3
1	3	8	6	4	2	5	9	7
2	4	5	7	3	9	1	6	8
3	5	4	9	7	1	6	8	2
6	1	9	2	8	3	7	4	5
7	8	2	5	6	4	9	3	1

3736

### SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary En exclusivité sur le site des Mordus www.les-mordus.com

### Prix FIFA : Ronaldo joueur de l'année

Londres — L'attaquant du Real Madrid Cristiano Ronaldo a été sacré meilleur joueur par la FIFA pour la deuxième année de suite, lundi, lors de la cérémonie des Best FIFA Awards. Son doublé en finale de la Ligue des champions contre la Juventus de Turin reste encore dans les mémoires, d'autant plus qu'il lui a permis de terminer meilleur buteur de la compétition (12 buts), juste devant son rival du Barça Lionel Messi. Cette récompense en rajoute à la saison glorieuse du Real Madrid, qui a récolté une deuxième Ligue des champions consécutive, la douzième de l'histoire du club, en plus du Championnat d'Espagne. Le Français Zinedine Zidane, aux commandes de la puissance madrilène, a remporté le prix de l'entraîneur de l'année. Son compatriote Olivier Giroud a reçu le prix Puskas du plus beau but, pour son coup de scorpion réussi le 1<sup>er</sup> janvier. Le trophée de meilleure joueuse est revenu à Lieke Martens, victorieuse de l'Euro-2017 en août avec les Pays-Bas, tandis que Sarina Wiegman a été désignée entraîneuse de l'année.

Agence France-Presse

### Halep défend son titre de numéro 1 à Singapour

Singapour — La Roumaine Simona Halep, numéro 1 mondiale depuis le 9 octobre, a embrassé son nouveau statut par une convaincante victoire sur la Française Caroline Garcia au Masters dames, lundi à Singapour où six des sept autres protagonistes peuvent encore lui ravir cette place. Halep, qui défend sa place de n° 1 mondiale face à une foule de prétendantes, n'a pas laissé beaucoup de marge de manœuvre à Garcia, n° 9 mondiale et dernière qualifiée, qu'elle a battue en deux sets 6-4, 6-2. Garcia n'a donc pas pu rééditer son exploit de la finale du tournoi de Pékin début octobre, où elle avait battu Halep, qui n'était alors pas encore officiellement n° 1 mondiale, en trois sets. Moins percutante que d'habitude au service (aucun as), elle l'a perdu quatre fois dans cette partie où elle n'a réussi à ravir qu'une fois celui d'Halep. «Ca ne s'est pas passé comme je le souhaitais, mais ça n'est pas encore fini», a déclaré Garcia.

Agence France-Presse

## LE MONDE

## Fortes de leur référendum, la Vénétie et la Lombardie se tournent vers Rome

CÉLINE CORNU  
à MilanFANNY CARRIER  
à Rome

La Lombardie et la Vénétie étaient déterminées lundi à faire plier Rome et à avoir davantage la main sur leurs finances après la solide victoire du oui au référendum d'autonomie, nouvelle illustration des forces centrifuges actuelles en Europe.

En Vénétie, la participation à ce scrutin consultatif a atteint 57% et le oui a dépassé les 98%. En Lombardie, 38% des électeurs se sont déplacés pour voter oui à 95%. Ces deux riches régions, qui contribuent à hauteur de 30% du PIB italien et considèrent que Rome gaspille leurs impôts, veulent désormais négocier la nature et l'ampleur de leur autonomie, qui devra ensuite être validée par le Parlement.

Le président de la Vénétie, Luca Zaia, issu de la Ligue du Nord (extrême droite) tout comme son homologue lombard, a évoqué un «big bang» institutionnel, soulignant que la volonté d'autonomie était partagée «par une population entière».

Le conseil régional s'est réuni lundi matin pour examiner le projet à présenter au gouvernement. «Nous allons demander 23 compétences, le fédéralisme fiscal et les 9/10<sup>es</sup> des taxes, exactement comme le prévoit la Constitution», a expliqué M. Zaia, qui réclamera que la Vénétie devienne une «région à statut spécial» comme c'est déjà le cas pour d'autres en Italie.

Parallèlement à des compétences renforcées en matière d'infrastructures, de santé ou d'éducation, les deux régions entendent surtout obtenir la restitution d'une grande partie de leur solde fiscal, alors que leurs habitants versent 70 milliards d'euros de plus par an en taxes et impôts qu'ils n'en reçoivent au titre des dépenses publiques.

Le résultat de ce référendum ne doit pas être «minimisé», «les gens ont voté pour envoyer un message [...] sérieux: ils demandent plus d'autonomie, d'efficacité, une plus grande équité fiscale, la lutte contre le gaspillage», a reconnu sur Facebook Matteo Renzi, président du Parti démocrate (PD, centre gauche) au pouvoir, qui n'avait pas donné de consigne à ses électeurs. Soulignant que le vote était allé bien au-delà de la Ligue du Nord, il a jugé qu'entre la question des compétences régionales, «la vraie priorité» était de «réduire la pression fiscale».

Premier membre du gouvernement à s'exprimer, le ministre de l'Agriculture, Maurizio Martina, également sous-secrétaire du PD, a jugé pour sa part que «les questions [du solde] fiscal, tout comme la sécularité», n'étaient pas négociables. Mais M. Zaia a renvoyé le ministre dans ses platebandes, en soulignant que leur «seul interlocuteur» était le chef du gouvernement, Paolo Gentiloni, attendu mardi en Vénétie.

Le scrutin a pris une teinte particulière après le vote d'autodétermination de la Catalogne, même si ses organisateurs ont répété qu'il s'inscrivait dans le cadre de l'unité italienne. Les indépendantistes restent d'ailleurs très minoritaires dans ces régions.

La Vénétie et la Lombardie «ont donné une leçon de démocratie à toute l'Europe; nous avons choisi la voie légale, pacifique, constitutionnelle», s'est réjoui Matteo Salvini, chef de la Ligue du Nord, parti né indépendantiste avant d'effectuer un virage anti-euro et anti-immigration avec le Front national français pour modèle. «Nous voulons tous moins de gaspillage, moins d'impôts, moins de bureaucratie, moins de contraintes de l'État et de l'Union européenne, plus d'efficacité, plus d'emplois et plus de sécurité», a-t-il souligné.

Agence France-Presse



LUCA BRUNO ASSOCIATED PRESS

La Vénétie et la Lombardie «ont donné une leçon de démocratie à toute l'Europe; nous avons choisi la voie légale, pacifique, constitutionnelle», s'est réjoui Matteo Salvini, chef de la Ligue du Nord.

## Le groupe EI accusé de nouvelles exactions en Syrie

ROUBA EL HUSSEIN  
à Beyrouth

Le groupe armé État islamique (EI) a été accusé lundi d'avoir «exécuté au moins 116 civils» dans une ville du centre de la Syrie avant d'en être chassé, les djihadistes ne contrôlant plus qu'un territoire restreint dans ce pays en guerre.

Cible de multiples offensives, le groupe EI subit depuis des mois revers après revers en Syrie et en Irak. Il vient d'être chassé par une alliance de combattants kurdes et arabes de Raqqa, son ancienne «capitale» de facto en Syrie et voit s'écrouler son «califat» auto-proclamé sur les régions conquises en 2014.

Le groupe ultraradical, qui s'est fait connaître pour ses exactions souvent mises en

scène de manière spectaculaire, conserve toutefois sa capacité à riposter de manière meurtrière, par des exécutions ou des attentats à travers le monde.

«Durant les 20 jours où il a contrôlé al-Qaryatayne, le groupe EI a exécuté au moins 116 civils [...], après les avoir accusés de collaboration avec les troupes du régime», a indiqué lundi à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Cette localité de la province de Homs a été reprise samedi aux djihadistes par les forces du régime de Bachar al-Assad.

Selon M. Abdel Rahmane, les cadavres ont été «trouvés dans les rues, les maisons et à d'autres endroits» par des habitants de retour dans leur ville. «Certains ont été tués à l'arme blanche, d'autres par balle», a



EMMANUEL DUNAND AGENCE FRANCE-PRESSE

Pour reprendre le contrôle de la région, le gouvernement dirigé par Mariano Rajoy prévoit de limoger l'exécutif indépendantiste, de prendre le commandement de la police et de placer sous tutelle le Parlement et les médias publics.

## Les menaces de désobéissance s'accumulent en Catalogne

ALFONS LUNA  
MICHAËLA CANCELA-KIEFFER  
à Barcelone

Les plus radicaux des indépendantistes catalans ont promis lundi une campagne de désobéissance massive si Madrid prend le contrôle de cette région autonome vendredi, alors qu'aucun rapprochement ne semblait en vue pour éviter l'escalade.

La majorité séparatiste du Parlement régional catalan a aussi annoncé la tenue d'une séance parlementaire jeudi, à la veille du vote par le Sénat espagnol de la mise sous tutelle de cette région de 7,5 millions d'habitants, grande comme la Belgique.

La séance, qui pourra aussi se prolonger jusqu'à vendredi, aura pour but d'analyser «l'agression institutionnelle» dont les indépendantistes accusent le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy.

Dans les faits, le gouvernement prendra les commandes d'une région qui tient énormément à sa culture, sa langue et son autonomie, rétablie après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

Le président de l'exécutif catalan, Carles Puigdemont, a menacé de faire proclamer l'indépendance de la «République de Catalogne» par le Parlement régional si Madrid applique ces mesures draconiennes.

L'aille plus radicale des indépendantistes, la CUP, l'a pressé de le faire sans attendre.

Dans un communiqué, ce petit parti d'extrême gauche, allié clef de la coalition de M. Puigdemont, a appelé les citoyens à une «désobéissance massive» si les mesures prévues par Madrid entrent en vigueur.

Les pompiers membres de l'Assemblée nationale catalane (ANC, indépendantiste), soit environ la moitié du corps, ont assuré lundi qu'ils ne reconnaîtraient d'autre autorité que celle de leurs «président, gouvernement et Parlement».

«Si une route est bloquée [par des manifestants] et qu'on nous demande de la débloquent, il est probable que nous ne répondons pas», a expliqué un membre de ce collectif à l'AFP sous couvert d'anonymat.

Des collectifs d'étudiants ont appelé à une grève dès jeudi à Barcelone.

## Résister à l'État

Le syndicat majoritaire dans l'enseignement en Catalogne, USTEC, a appelé «la communauté éducative à résister aux exigences» de

l'État, annonçant qu'il ne reconnaîtrait comme interlocuteurs que ceux qui «représentent la légitimité populaire».

Le responsable des relations extérieures de l'exécutif catalan, Raul Romeva, a défendu la même ligne dans une entrevue à la BBC, affirmant que les Catalans, et pas le gouvernement espagnol, étaient maîtres de leurs institutions.

«Seul le peuple a le droit de changer les institutions, que ce soit le Parlement ou le gouvernement», a-t-il dit, demandant «quelle crédibilité auraient les démocraties européennes si elles laissaient faire» Madrid.

«Nous respectons l'ordre constitutionnel et juridique de l'Espagne», a rappelé comme en réponse un porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas, et les mesures que prépare le gouvernement espagnol «s'inscrivent précisément dans ce contexte constitutionnel».

Pour reprendre le contrôle de la région, le gouvernement prévoit de limoger l'exécutif indépendantiste, de prendre le commandement de la police et de placer sous tutelle le Parlement et les médias publics.

## La question des finances

La région a déjà perdu la gestion de ses finances: depuis septembre, les salaires de ses 170 000 fonctionnaires sont versés directement par Madrid comme les factures de ses fournisseurs. Elle perdrait en plus celui de ses ressources propres — impôts sur le patrimoine, les successions et droits d'inscription dans les universités — qui représentent environ un quart de son budget. Le gouvernement espagnol a aussi fait savoir qu'il s'attellerait à démanteler l'administration fiscale parallèle que les séparatistes préparaient.

C'est notamment la perspective d'une double imposition qui a fait fuir les entreprises par centaines. Elles étaient plus de 1300 à avoir déplacé leur siège social hors de Catalogne au 20 octobre.

À Madrid, la vice-présidente du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, a reconnu qu'aucun contact n'avait eu lieu avec les séparatistes, mais souligné que M. Puigdemont pouvait venir s'exprimer devant le Sénat pour défendre sa position.

Une fois que le Sénat aura approuvé les demandes de M. Rajoy, M. Puigdemont n'aura plus aucun pouvoir, a-t-elle prévenu. «Il n'aura plus de signature, il ne pourra plus prendre de décision valable, il ne touchera plus son salaire» et ne pourra plus jouir d'aucun bénéfice assorti à sa fonction, a-t-elle dit.

Agence France-Presse

## Armes chimiques: vote de l'ONU sur la Syrie mardi

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit décider lors d'un vote mardi de prolonger ou non l'enquête sur les attaques menées en Syrie avec des armes chimiques, ont indiqué lundi des diplomates.

Cette mesure risque d'être bloquée par un veto de la Russie — alliée du régime du président syrien, Bachar al-Assad — qui souhaite au préalable pouvoir consulter un rapport devant être publié jeudi sur une attaque au sarin en avril sur le village de Khan Cheikhoun, qui avait fait plus de 80 morts. Par ailleurs, au moins 22 personnes ont été tuées dans une attaque aérienne d'origine non identifiée lundi soir près de Deir Ezzor, ville de l'est de la Syrie tenue par les forces du régime de Damas, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Un responsable local syrien et la télévision d'État ont accusé la coalition menée par les États-Unis qui combat le groupe État islamique (EI) d'en être responsable, faisant état pour leur part d'un bilan de 14 tués et 30 blessés. Plus tôt lundi, au moins dix membres d'une faction djihadiste liée au groupe EI ont été tués dans des raids présumés israéliens dans le sud de la Syrie, a indiqué l'OSDH. Selon l'ONG, les frappes ont visé la ville de Sahn Al-Jolan, dans la province de Deraa.

Agence France-Presse

## Le Nicaragua ratifie l'Accord de Paris

Managua — Le Nicaragua a annoncé lundi avoir signé l'Accord de Paris sur le climat, faisant de la Syrie et des États-Unis les deux seuls pays en marge de la coalition mondiale climatique. Cet accord est «l'unique instrument qui permet actuellement» d'unir les efforts de tous pour affronter le réchauffement de la planète, a souligné la vice-présidente du Nicaragua, Rosario Murillo. Le Nicaragua, qui avait refusé initialement de signer le traité, avait néanmoins «participé depuis à toutes les réunions liées à l'accord de Paris» afin de trouver des solutions au problème climatique, selon le président Daniel Ortega. À Paris, fin 2015, la communauté internationale s'était engagée à agir pour limiter la hausse de la température moyenne «bien en deçà de +2°C», un seuil déjà synonyme de bouleversements à grande échelle, et «si possible à +1,5°C» par rapport à l'ère industrielle.

Agence France-Presse

## Pologne: le débat sur l'avortement mobilise les deux camps

Varsovie — Sans espoir de succès, les milieux favorables au droit à l'avortement ont déposé lundi au Parlement polonais une proposition d'initiative citoyenne en vue de libéraliser l'interruption volontaire de grossesse (IVG), alors que la droite catholique au pouvoir s'appête à interdire l'IVG en cas de graves malformations du fœtus. Le comité «Sauvons les femmes» a collecté plus de 400 000 signatures pour soutenir ce texte. Le comité «Stop Avortement», qui a collecté, quant à lui, plus de 200 000 signatures, veut obtenir le durcissement de la législation sur l'IVG et interdire «l'avortement eugénique», aujourd'hui autorisé, réalisé à la suite d'exams démontrant une grave malformation du fœtus. Ces avortements concernent le plus souvent des embryons atteints de trisomie 21. La première ministre conservatrice polonaise, Beata Szydlo, vient d'annoncer qu'elle voterait pour ce projet.

Agence France-Presse

## Fosse commune

Plus tôt lundi, une fosse commune contenant les corps d'au moins 67 civils syriens exécutés par le groupe EI a été découverte à Cariatein, une ville du centre du pays reprise par les forces gouvernementales au cours des derniers jours.

Un responsable syrien a indiqué que les fouilles ne sont pas terminées et que le bilan risque de s'alourdir. Cariatein se trouve dans la province centrale de Homs.

Les civils auraient été exécutés par des djihadistes en fuite, qui les soupçonnaient d'avoir collaboré avec le régime de Bachar el-Assad. Des images tournées sur place par l'Associated Press montrent des cadavres éparpillés dans les rues.

Avec Associated Press  
Agence France-Presse



MATTEO FRASCHINI KOFFI AGENCE FRANCE-PRESSE  
«Togo debout, Faure quitte le pouvoir», peut-on lire sur l'affiche d'un manifestant contre le pouvoir, dans les rues de Lomé.

## Le gouvernement togolais annule une rencontre de l'OIF

L'opposition au président Gnassingbé se renforce

Lomé — Face à une opposition qui ne faiblit pas et qui a appelé lundi à trois nouvelles journées de manifestation contre le pouvoir, le gouvernement togolais a décidé de suspendre la conférence de la Francophonie, qui devait se tenir fin novembre à Lomé.

«Le gouvernement togolais [...] informe que la conférence ministérielle de la Francophonie ne pourra plus se tenir à Lomé du 24 au 26 novembre», a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Aucune raison n'a été donnée pour l'annulation de «cette rencontre internationale de haut niveau».

Toutefois, le Togo, qui héberge le bureau régional de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour l'Afrique de l'Ouest, traverse une grave crise politique depuis plus de deux mois et doit faire face à une importante contestation sociale.

L'opposition togolaise a appelé lundi à trois nouvelles manifestations, les 7, 8 et 9 novembre, pour demander la démission du président Faure Gnassingbé et une limitation rétroactive du mandat présidentiel après deux mois de contestation populaire.

«Nous invitons les Togolais — de l'étranger comme de l'intérieur du pays — à prendre part à ces manifestations pour dire [au président] Faure Gnassingbé que nous ne voulons plus qu'un seul Togolais fasse plus de dix ans à la tête de ce pays, a déclaré le porte-parole de la coalition de l'opposition, Eric Dupuy. Et sachant qu'il a déjà fait plus de dix ans, qu'il en tire les conséquences.»

M. Dupuy a aussi annoncé des rencontres à l'intérieur du pays les 28, 29, 30 octobre ainsi que les 4 et 5 novembre.

La coalition qui regroupe 14 partis politiques de l'opposition organise depuis août des marches contre le pouvoir pour demander une limitation rétroactive du nombre de mandats présidentiels. Elle réclame aussi la démission du président, Faure Gnassingbé, à la tête du Togo depuis 2005,

et qui a succédé à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 38 ans.

Seize personnes, dont des adolescents et deux militaires lynchés par la foule, ont été tués en à peine deux mois, selon un bilan établi par l'AFP. Les violences ont aussi fait quelque 200 blessés.

La semaine dernière, la secrétaire générale de l'OIF, Michèle Jean, a «déploré l'escalade de la violence» dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, assurant maintenir «des contacts réguliers avec les plus hautes autorités togolaises ainsi qu'avec les partenaires régionaux et internationaux».

Ni le président Gnassingbé ni aucun chef d'État de la région ne s'est exprimé publiquement sur cette crise. Le président béninois s'est toutefois rendu à deux reprises à Lomé pour rencontrer son homologue et le ministre ivoirien de la Défense s'est également entretenu avec la présidence.

Le ministre gambien des Affaires étrangères, Ousainou Darboe, a demandé la démission de Faure Gnassingbé lundi par voie de presse, déclenchant les foudres du gouvernement togolais, qui s'est dit «indigné» dans un communiqué publié lundi soir.

«Robert Dussey (son homologue togolais) proteste avec force contre cette déclaration irresponsable et rejette cette injonction», note le communiqué du ministère des Affaires étrangères, soulignant que M. Gnassingbé a été élu.

Le Togo et la Gambie restaient les deux seuls pays d'Afrique de l'Ouest à n'avoir pas connu d'alternance politique, jusqu'aux dernières élections gambiennes de janvier 2017, où la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) est intervenue directement à Banjul pour assurer l'accès au pouvoir de l'opposant Adama Barrow, qui a remporté l'élection.

Agence France-Presse

## Le réalisateur James Toback accusé de harcèlement sexuel par 38 femmes

VÉRONIQUE DUPONT  
à Los Angeles

Près d'une quarantaine de femmes ont accusé lundi le réalisateur américain James Toback de harcèlement et d'agression sexuels, des gestes qui auraient été commis sur plusieurs décennies.

Ces révélations publiées dans le *Los Angeles Times* surgissent dans le sillage de l'affaire Harvey Weinstein qui secoue Hollywood et qui pousse de nombreuses actrices à dénoncer ouvertement des pratiques jusqu'ici passées sous silence dans l'industrie américaine du cinéma, avec notamment des allégations de pédophilie qui font surface.

Dans une longue enquête pour laquelle 31 actrices ou aspirantes actrices sur 38 ont accepté de témoigner à visage découvert, le quotidien affirme que James Toback, 72 ans, avait pour habitude de «rôder dans les rues de Manhattan à la recherche de jeunes femmes attirantes».

Son but: les attirer dans un entretien en tête-à-tête, en leur faisant miroiter une carrière d'actrice grâce à ses relations dans le monde du cinéma.

Le plus souvent, les jeunes femmes devaient répondre à des questions sur leur vie sexuelle, puis regarder le réalisateur se masturber et éjaculer devant elles.

«Je me suis sentie comme une prostituée, une déception pour moi-même, mes parents, mes amis. Et je ne méritais pas d'en parler à quiconque», a expliqué l'actrice américaine Adrienne LaValley, affirmant qu'en 2008, James Toback s'était frotté sur elle avant d'éjaculer.

Une actrice ontarienne parle

L'actrice ontarienne Chantal Cousineau compte parmi les 38 femmes qui accusent le réa-



EVAN AGOSTINI ASSOCIATED PRESS

James Toback photographié en 2013 à New York

lisateur. M<sup>me</sup> Cousineau affirme que M. Toback y est allé de commentaires sexuels très explicites quand elle a rencontré le cinéaste pour une audition dans une chambre d'hôtel de Toronto, en 2001. Elle affirme aussi avoir vu M. Toback se masturber près du plateau de tournage lors d'une répétition subséquente.

Selon les témoignages recueillis par le journal, il demandait fréquemment aux aspirantes actrices de se déshabiller afin de tester, disait-il, leur aisance devant une caméra.

Contacté par le *Los Angeles Times*, le réalisateur a nié ces accusations, assurant n'avoir jamais rencontré ces femmes ou alors «pour cinq minutes et sans en avoir aucun souvenir». Son agent n'a pas répondu pour l'instant aux demandes de l'AFP.

M. Toback est scénariste et réalisateur depuis 1974. Son film le plus récent, *The Private Life of a Modern Woman*, avec Sienna Miller, a été présenté au festival du film de Venise. Toback a été mis en nomination aux Oscar pour le film *Bugsy*.

Accusations de pédophilie

Depuis le 5 octobre, Hollywood est secoué par l'affaire Weinstein. Le producteur est accusé par une cinquantaine de femmes de harcèlement, d'agression sexuelle et de viol. Des enquêtes sont en cours à Londres, New York et Los Angeles.

Parallèlement, des accusations de pédophilie émergent lundi à Hollywood. L'acteur et musicien Corey Feldman, qui clame depuis des années avoir été victime d'agressions sexuelles lorsqu'il

était un enfant acteur, tout comme son ami aujourd'hui décédé Corey Haim, a tweeté jeudi être «heureux que les gens parlent et j'espère que d'autres vont prendre la parole publiquement car il y a beaucoup d'autres témoins des crimes dont je parle».

«Je prépare un plan qui pourrait être une façon de mettre en lumière la situation. Si j'arrive à trouver une manière d'obtenir justice», a-t-il ajouté.

Ses propos ont largement été relayés dans la presse, le site Page Six titrant ce week-end «Corey Feldman essaie d'obtenir enfin justice». Le cinéaste oscarisé Paul Haggis s'interrogeait ainsi dans *The Guardian* dimanche: «Est-ce que les gens protègent également les pédophiles» à Hollywood?

La semaine dernière, le *Hollywood Reporter* affirmait qu'un agent d'acteurs, Tyler Graham, était en congé de l'agence APA dans le cadre d'une enquête interne à la suite d'accusations d'agressions sexuelles sur de jeunes acteurs.

L'actrice Reese Witherspoon a déclaré avoir été agressée par un réalisateur lorsqu'elle avait 16 ans.

Deux nouvelles femmes sont par ailleurs sorties de l'ombre pour accuser le réalisateur franco-polonais oscarisé Roman Polanski de les avoir agressées sexuellement au début des années 1970 lorsqu'elles avaient respectivement 10 et 15 ans.

«Les seuls faits qu'on peut lui reprocher sont ceux qui concernent Samantha Geimer, qu'il a reconnus dès sa première audition il y a 40 ans [...] Il conteste toutes les autres accusations sans fondement dont il a fait l'objet», a réagi lundi l'avocat du cinéaste, Hervé Temime, joint par l'AFP.

Agence France-Presse

## Weinstein: le procureur général de New York ouvre une enquête de droits civiques

DAVID KLEPPER  
à Albany

Le procureur général de l'État de New York a ouvert une enquête en matière de droits civiques sur la Weinstein Company, lundi, alors que des allégations et des accusations de harcèlement et d'agression sexuelle planent contre son cofondateur, le producteur Harvey Weinstein.

Dans le cadre de cette enquête, le bureau du procureur Eric Schneiderman a exigé que l'entreprise lui remette tout dossier lié à des plaintes de harcèlement et toutes les

ententes à l'amiable qui auraient été conclues afin de déterminer si des droits civiques et des lois antidiscrimination ont été violés.

M. Schneiderman, un démocrate, a déclaré qu'aucun New-Yorkais ne devrait être «forcé d'aller dans un milieu de travail où règne l'intimidation sexuelle, le harcèlement ou la peur».

Le procureur a ajouté que son bureau cherchait à savoir si le harcèlement ou la discrimination étaient répandus dans l'entreprise établie à New York.

La Weinstein Company a congédié M. Weinstein le 8 octobre après la publication d'arti-

cles du *New York Times* et du *New Yorker* qui exposaient les allégations d'agressions sexuelles et de harcèlement contre le puissant producteur, qui s'étaient sur des dizaines d'années.

Plus d'une trentaine de femmes, dont Gwyneth Paltrow et Angelina Jolie, ont accusé publiquement M. Weinstein de harcèlement.

Le producteur a rejeté les allégations selon lesquelles il aurait eu des rapports sexuels non consentis.

Une femme qui a répondu au téléphone des relations médias de la Weinstein Company a dit que l'entreprise ne

ferait aucun commentaire sur l'enquête ou les documents qu'elle doit fournir.

Les services de police de Los Angeles, New York et Londres enquêtent également sur M. Weinstein relativement à des allégations d'agressions sexuelles qui seraient survenues dans ces villes.

Le lauréat d'un Oscar a aussi été exclu de l'Académie des arts et des sciences du cinéma, tandis que la Guilde américaine des producteurs a entamé des démarches pour faire de même.

Associated Press

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel :  
petitesannonces@ledevoir.com

160  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION  
INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

ROSEMONT

3 1/2, propre, haut de triplex, aire ouverte. Propriétaires occupants, entrées lav/séc., 5 min. du Parc Maisonneuve et métro Viau, non fumeur. 660 \$ chauffé 514-349-0493

164  
CONDOMINIUMS À LOUER

OWL'S HEAD - Superbe vue, 3 CAC, 2 SBD, lav./séc., cuisine tout équipée, salon, foyer. Stats. Près pentes ski. 1er nov au 1er avril. 9 000 \$. 514-738-5289

Un don d'espoir pour la vie  
ARMÉE DU SALUT  
1-877-488-4222  
www.ArmedusSalut.ca

165  
PROPRIÉTÉS À LOUER



LAC BROME - À LOUER

Grande maison face au Lac Brome, située dans village bucolique au style victorien. Meublée et cuisine toute équipée. 4 chambres et chambre additionnelle possible au sous-sol. Près des pistes de ski de Bromont, Sutton, Owl's Head, de tous les services et attractions. Non-fumeur. Pas d'animaux.

2 500 \$ / mois tout compris. aclair\_francois@hotmail.com

La terre est riche de son monde

DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
1-888-234-8533  
(514) 257-8711  
www.devp.org

165  
PROPRIÉTÉS À LOUER

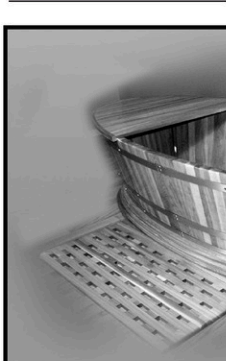


À LOUER AU MOIS

Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublée, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux. Novembre 2017 : 2 000 \$ / mois Janvier à mai 2018 : 2 500 \$ / mois

438-491-2301  
PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM

564  
DÉCORATION INTÉRIEURE



165  
PROPRIÉTÉS À LOUER



À LOUER AU MOIS

Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublée, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux. Novembre 2017 : 2 000 \$ / mois Janvier à mai 2018 : 2 500 \$ / mois

438-491-2301  
PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM

564  
DÉCORATION INTÉRIEURE

165  
PROPRIÉTÉS À LOUER



À LOUER AU MOIS

Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublée, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux. Novembre 2017 : 2 000 \$ / mois Janvier à mai 2018 : 2 500 \$ / mois

438-491-2301  
PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM

564  
DÉCORATION INTÉRIEURE

BAIN EN BOIS  
100 % QUÉBEC  
ARTECO INC  
arteco.ca  
438.397.1560  
arteco.inc@gmail.com  
PARCE QUE VOUS ÊTES UNIQUE

170  
HORS FRONTIÈRES EUROPE  
À LOUER

PROVENCE  
Vallée du Rhône  
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet. www.bonnevisite.ca/nyons mariehalarie@gmail.com 819-300-1330

307  
LIVRES ET DISQUES

\*Librairie Bonheur d'Occasion\* achetée à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 1317, ave du Mont-Royal Est

515  
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?  
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

SLA : 3 lettres du mot paralysie

La SLA vous enlève TOUT, sauf votre lucidité

Aidez-nous à vaincre cette maladie mortelle qui tue 3 Québécois par semaine !



SOCIÉTÉ DE LA SCLÉROSE LATÉRALE AMYOTROPHIQUE DU QUÉBEC (SLA-Québec)  
(514) 725-2653  
1-877-725-7725  
(sans frais)

Promotion spéciale  
Petites annonces

Pour les annonces textes de 5 lignes et moins

7 jours de parution  
100 \$

ou

4 samedis consécutifs  
100 \$

Pour information

Téléphone : 514 985-3322  
Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

LE DEVOIR

Pour une publication section décès dans LE DEVOIR

Par téléphone, télécopieur ou par courriel  
Dimanche à vendredi: 10h à 12h et de 13h à 17h00 Heure de tombées 15h15  
(comptoir à la clientèle fermé le dimanche) Samedi: fermé

Le Mémoriel  
1855, rue Du Havre, Montréal, Qc, H2K 2X4  
Télé: 514 525-1149  
Télé: 514 525-7999  
necrologie@lememoriel.com

Le mémoriel

## CULTURE

## Rester pertinent

Jacques Matte évoque les défis de son Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue

FRANÇOIS LÉVESQUE

Samedi soir s'ouvrira à Rouyn-Noranda le 36<sup>e</sup> Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue (FCIAT). Dans les faits, l'événement a débuté, sous d'autres noms, dès 1977. Depuis lors, c'est un succès renouvelé, et rodé. Cofondateur avec Louis Dallaire et Guy Parent, Jacques Matte dirige le FCIAT depuis sa naissance. Chaque année, il s'attelle à concocter une programmation où les valeurs sûres côtoient les découvertes, et ce, avec plusieurs primeurs à la clé, prestige oblige.

Cette année encore, Jacques Matte affiche un mélange de nervosité, celle qui précède le lancement de chaque édition, et de joie, celle d'avoir réuni des films — courts et longs, de documentaire et de fiction — qui plairont certainement au public de la région. D'ailleurs, lors de la soirée d'ouverture le 28 octobre, il y aura un peu de la ville de Rouyn-Noranda sur le grand écran. En effet, le film *Junior majeur*, présenté en première mondiale, a en partie été tourné dans la capitale du cuivre ce printemps. Suite de *Pee-wee 3D*, *Junior majeur* conte les péripéties d'un jeune joueur de hockey (Antoine Olivier Pilon) qui fait face à une pression énorme.

« Ça fait trois ou quatre ans qu'on est impliqués là-dedans. Ça va être un gros show. Toute l'équipe va être là. On n'a pas l'habitude d'avoir un blockbuster comme ça, en ouverture, mais c'est tellement un concours de circonstances spéciales », explique Jacques Matte, pas peu fier de la tournure des événements. Le producteur Christian Larouche et le distributeur Les Films Séville ont tout naturellement réservé la primeur au FCIAT.

Ratisser large

Cela dit, le festival maintient d'excellents rapports avec tous les producteurs et distributeurs. « C'est une relation de confiance qu'on a su bâtir au fil des ans. Un autre exemple, c'est Roger Frappier qui nous a offert Hochelaga, de François Girard; on est tellement fiers de le projeter avant la sortie officielle. Samian [qui tient le rôle principal de l'archéologue mettant au jour les fondements

d'Hochelaga] va être là: c'est un enfant de la région. On est contents. »

Présenté en première nord-américaine, le nouveau film de Martin Laroche, *Tadoussac*, sur une jeune fille en quête de ses origines mystérieuses, fait tout autant plaisir à Jacques Matte. Entre fresque et canevases intimistes, le FCIAT ratisse large en multipliant les formats et en conviant des œuvres venues de 25 pays. On compte 36 premières diverses échelonnées sur huit jours.

Parmi les incontournables, et là encore en première mondiale, il faudra voir le documentaire de Michel La Veaux *Labrecque, une caméra pour la mémoire*, consacré à l'immense Jean-Claude Labrecque, qui accompagnera le film. Emotions en vue.

Place aux jeunes

Au cours de la discussion, Jacques Matte aborde un aspect qui lui tient à cœur, celui de mettre autant en valeur les anciens que les talents émergents. « Il faut faire une place aux jeunes; il faut leur permettre de s'exprimer. C'est pour ça qu'on maintient des partenariats avec le cégep et l'université. Il y a des étudiants qui vont présenter leurs courts métrages juste avant Tadoussac: ils vont être fiers de montrer leur travail à Martin Laroche et à Isabelle Blais, qui accompagnera aussi le film. C'est des rencontres qu'on veut créer. Et en même temps, on crée le public de demain. »

Un public qui reste, bon an mal an, d'une fidélité indéfectible. « Ce n'est pas rien, souligne Jacques Matte. On est un petit milieu: 40 000 habitants. Imaginez, c'est comme si on délimitait une partie du Plateau-Mont-Royal et qu'on disait: "OK, organisez un festival en vous en tenant à ce groupe-là". Pour que les gens reviennent, il faut demeurer pertinent. »

Et pour demeurer pertinent, il faut savoir se renouveler.

« Louis, Guy et moi, on incarne une stabilité, une solidarité aux yeux de l'industrie et des institutions. Mais l'équipe, elle est jeune. On est entourés de jeunes hommes et de jeunes femmes hyperallumés », conclut Jacques Matte.

Ou quand les gestes suivent les paroles.

Le Devoir



ARTURO YEE / CCS

« Québec est aussi une ville contemporaine et dynamique, tournée vers l'avenir », relate Bernard Gilbert, à la barre littéraire de la soirée qui rassemblera les textes d'une vingtaine d'auteurs ayant écrit sur cette ville amie des Kodak.

## (Re)visiter la ville

Lire Québec rassemblera les textes d'une vingtaine d'auteurs d'ici ayant écrit sur Québec

SIMON LAMBERT à Québec

On l'a louangée mille fois déjà. On a chanté son architecture et ses points de vue sur le fleuve, sa lumière, les mêmes qualités qui n'échappent pas au regard aguerri du touriste. « Écrire Québec », c'est le thème retenu pour le huitième festival Québec en toutes lettres; l'événement Lire Québec, piloté par Lorraine Côté et Bernard Gilbert, s'inscrit de plain-pied dans cette thématique.

Québec a eu il y a moins de dix ans, lors des célébrations entourant son 400<sup>e</sup> anniversaire, une occasion de se mettre en valeur. Faut-il la célébrer une fois de plus, cette ville où il fait bon promener ses yeux, la même qui par ailleurs continue de frapper ici et là les palmarès mondiaux des plus belles destinations voyage? « Mais Québec est aussi une ville contemporaine et dynamique, tournée vers l'avenir », intervient Gilbert, à la barre littéraire de la soirée qui, dans le riche décor de la chapelle du Musée de l'Amérique francophone, rassemblera les textes d'une vingtaine d'auteurs ayant écrit sur cette ville amie des Kodak.

« Si on était juste une ville-musée, on n'aurait pas un taux de chômage à 4 ou 5 %, on n'aurait pas une vie culturelle aussi dynamique et foisonnante », continue celui qui dirige son dernier festival, lui qui passera avec la nouvelle année à la direction générale

du Diamant, et qui laisse derrière un festival désormais bien implanté dans les automnes de la capitale.

Faire œuvre utile

D'un point de vue littéraire, il faut remonter à 1995 pour trouver pareil rassemblement de plumes, alors que *Les écrivains dans la ville* (L'instant même), sous la direction de Gilles Pellerin, offrait un portrait substantiel de Québec. Dans un geste similaire, Lire Québec souhaite faire œuvre utile, notamment en remettant sur le devant de la scène des jalons de notre littérature: « *Arthur Buies, il y a probablement beaucoup de monde qui ont oublié qu'il existait...* » rappelle Côté, qui supervise la mise en lecture. Idem pour Octave Crémazie, qui perdait sa circonscription en mars dernier. « *Et Roger Lemelin, c'est un tel souffle!* »

Des noms plus familiers, d'autres moins; des plus anciens et des plus récents, de Champlain à Hébert et d'Alain Beaulieu à Hélène Matte, évoque Lorraine Côté, qui s'est adjoint pour l'occasion les voix de Marie-Thérèse Fortin, de Webster et de Jacques Leblanc, par exemple, dans une soirée qui alliera slam, chanson et théâtre.

L'histoire, évidemment sera convoquée: « *Avec Baillargé, on*

*parle de la nouvelle ville éclairée à l'électricité, et de comment il était extraordinaire d'envoyer tous les égouts dans la rivière... On rappelle les événements du printemps 1918, lorsque quatre personnes ont été assassinées par l'armée canadienne, et plus tard la rue Saint-Joseph qui commence à se gentrifier, on a essayé de nettoyer la ville et de faire partir les jeunes prostituées...* »



Lorraine Côté



Bernard Gilbert

Éviter le ringard

Les créateurs auront pour souci de donner de Québec une image « *beau coup plus contemporaine, moins cliché, moins fondée sur des archétypes* ». « C'est clair qu'une soirée comme celle-là, c'est la soirée du festival qui est possiblement la plus consensuelle. Oui, on va aller un peu se flatter la bedaine et dire qu'on a une belle ville sur laquelle les grands écrivains d'ici et d'ailleurs ont écrit des choses magiques », concède-t-il, alors que passent derrière les esprits de Camus et Lovecraft qui ont loué Québec, et celui de Dickens qui y a vu la plus pittoresque des villes d'Amérique.

« *Oui, on va aller se satisfaire d'une soirée où on va aller se faire bercer par des textes sur une ville que la majorité des participants trouvent belle et apprécient, dans laquelle ils aiment vivre, mais on ne le fera pas dans l'esprit de la "vienne capitale"*, dit Gilbert, ouverte-

ment allergique à cette expression. « *Je pense pas que ça va être une soirée ringarde...* », renchérit Côté.

« Si on était juste une ville-musée, on n'aurait pas un taux de chômage à 4 ou 5 %, on n'aurait pas une vie culturelle aussi dynamique et foisonnante »

Bernard Gilbert

ment allergique à cette expression. « *Je pense pas que ça va être une soirée ringarde...* », renchérit Côté.

« *J'ai aucune gêne à le dire, conclut pour sa part le directeur littéraire: pour moi, c'est un peu comme la soirée feel good du festival.* »

Collaborateur Le Devoir

LIRE QUÉBEC

Direction littéraire: Bernard Gilbert. Mise en lecture: Lorraine Côté. Textes d'une vingtaine d'auteurs. Une coproduction Théâtre Niveau Parking et Québec en toutes lettres. À la chapelle du Musée de l'Amérique francophone le 24 octobre à 20h.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Chaque année, Jacques Matte s'attelle à concocter une programmation où les valeurs sûres côtoient les découvertes.

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
ICI RC Télé	Le Téléjournal	District 31	La Facture	Unité 9	Mémoires vives	Le Téléjournal	Sports/ADISQ	Marina Orsini					
TVA	TVA nouvelles	Le Tricheur	Lachés louses	O' / Atterrissage forcé	L'heure bleue	TVA nouvelles	22h35 Denis Lévesque	23h35 Deux filles le matin					
TQ	Cochon dingue	Conseils	Génial!	Cuisine futée	Point doc	Le national d'impro	Deux hommes en or	Génial!					
V	Souper parfait	OD Bali	Heure limite / Les profs	Eternel / Le Copycat	Bellevue	En mode	22h50 OD Bali	23h20 NVL	Cinéma	NVL			
ICI RDI	Le National	RDI économie	24/60	Grands reportages Partie 1 de 2	Le Téléjournal	RDI économie	Le National	24/60					
TV5	17h50Champion	Journal FR	Faits divers	L'histoire peau	Un jour, un destin	Tendance							
D	Satellites espions	Pêches bayous	Le sport	Douanes: Can	Situation	Les survivants	Voyage au bout de l'enfer	Alaska: La ruée vers l'or	Convoi extr.				
VIE	La belle gang	Mini-maisons sur mesure	Le mentaliste	Tous pour un chalet! / Le salon	Orange Is the New Black	Chicago Med	Lucifer	Bones	Le mentaliste				
MAX	Bones	Le mentaliste	Code F.	Les menteuses / Le club des ex	Code G.	Med	Smallville / Agent toxique	Riverdale (v.f.) / La confiance	Hors d'ondes				
VRAK	The Amazing Race Canada (v.f.)	Jérémy	Code F.	Les menteuses / Le club des ex	Code G.	Med	LMB Baseball - Série mondiale	Sports 30	Canadien				
RDS	17h00 Le 5 à 7	Hockey 360° (D)	Panthers de la Floride c. Canadiens de Montréal (D)										
HISTORIA	Pardus en Alaska	Pawn Stars	Pawn Stars	Les aS de la brocante	Les aS de la brocante	Fièvre encans	Fièvre encans	Fièvre encans	Fièvre encans	L'encan			
ICI ARTV	Les belles histoires	Route ADISQ	Route ADISQ	Les grandes entrevues	Envahis / Décembre	Enquêtes internes	Juste du web	DowntonAbbey					
EXPLORA	Le mystère mérou	Prédicateurs	Découverte	Vivre loin du monde / Laos	Secouristes de haute montagne	Deux guerres, une histoire	L'enquête / Victime collatérale	Bones					
SERIES+	NCIS: Los Angeles	Hawaii 5-0 / La Po'ino	Blue Bloods / Confessions	Code Black (v.f.)	Caméléon	Journal/ Afrique	23h40 Alice Nevers, juge						
Z	Prêt sur gage	Remorquage	Blood Brothers	Le web obscur	Sans origine: Orphan Black	Surnatural / Veillée Funèbre	Helix (v.f.) / Echelon	Star Trek: Enterprise / Kir'Shara	Déchaîne-toi				
C. SAVOIR	Archi branchés	Rencontre	Lima à l'heure du facteur C	CORIM	Sociologie	Archi branchés / Au-delà/ Métiers	Mon temps	Chanson/ Idées	John Rea	Grand musée	Publication uni.		
EVASION	Seul contre la nature	Un couple contre la nature	Vivre sous zéro	Lightning Point	Carte de visite	LA GRAINE ET LE MULET (2007) avec Hafsia Herzi, Habid Boufares.	23h35 Citoyen	LE COUP					
TFO	Amélie	Top! / Top!	Subito texto	Motel Monstre	Lightning Point	Carte de visite	23h35 Citoyen	LE COUP					
Cinéma	17h30 LES TROIS MOUSQUETAIRES...	19h20 HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX MALBORO (1991)	Sherlock Holmes et le vampire de Whitechapel	22h25 L'AMOUR ECLAIR (2014)	BIENVENUE A BIG STONE GAP (2014)	22h45 RADINI (2016) Dany Boon.							
SÉCRAN	17h10 XXX: LE RETOUR DE...	LA FETE DES MERES (2016) avec Kate Hudson, Jennifer Aniston.	Sous le radar	Frackman	CityLife	TEMPO!	MTJ le thème	CityLife	Montrealers	Urban Nations			
Planète	Douanes	Chron. félins	NouveauxExplorateurs / Canada	Habitations animales	UrbArt								
MATV	Culture zone	Studios, Lofts	Urban Nations	Montrealers	CityLife								
CBC	CBCNews	On the Money	JFL: Gags	Coronation St.	Rick Mercer	22 Minutes	CBC News: The National	CBCNews	Coronation St.	Rick Mercer			
CTV	CTV News Montreal	eTalk	The Big Bang	The Flash / Luck Be a Lady	This Is Us	Saves the World	CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.				
GBL	17h30 News	Global National	NCIS: New Orleans / Viral	NCIS / Fake It 'Til You Make It	Bull	Law & Order	Global News	23h35 The Late Show					
ABC	News at 6	World News	Local 22 News	Inside Edition	The Middle	Fresh Off-Boat	News at 11	23h35 Jimmy Kimmel Live					
CBS	Channel 3 News at Six	Evening News	Ent. Tonight	NCIS / Fake It 'Til You Make It	Bull	NCIS: New Orleans / Viral	Ch. 3 News	23h35 The Late Show					
NBC	NBC5 @ 6	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	The Voice	This Is Us	NBC5 @ 11	23h35 The Tonight Show					
PBS (33)	PBS NewsHour	Local Motive	Outdoor	Finding Your Roots	The Vietnam War	Take Me Home Huey	Charlie Rose						
PBS (57)	News America	Business	PBS NewsHour	Finding Your Roots	The Vietnam War	Take Me Home Huey	Charlie Rose						
UNIS	Pense vite!	Bizarroscopie	Balade Tor.	Miss Météo	2050	Chez nous	Herménégilde Chiasson	LaPluie/ Le déni	22h40 Ferraille	Devenir adulte	Hooké	Direction: Sud	
HBO	16h35 Spielberg	Abortion: Stories Women Tell	Flash / Retombées radioactives	Tuez le messager	DC: Les légendes / Le Leviathan	Enquêteurs	Guerre drogues	Mr. Robot / init. 5.ive	L'exorciste				
AddikTV	Les pouvoirs de Tobyn	LNH Hockey / Oilers d'Edmonton c. Penguins de Pittsburgh (D)	Top 25 insolite	Le TVA sports	Red Bull Cliff Diving								
TVA Sports	17h30 #Lavoie	Avant-match											
10/24	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

## À LA TÉLÉ

Notre choix ce soir

RÉVOLUTIONS COLORISÉES

Première partie d'un documentaire français (suite demain) qui raconte les deux révolutions qui ont secoué la Russie en 1917, celle de février, et celle, bolchevique, d'octobre. 1917: il était une fois la révolution, RDI, 20h

AÎLÉS DÉBROUILLARDS DU BOUT DU MONDE

Si l'espèce humaine vous décourage un brin ces temps-ci, ce documentaire sur les oiseaux de Nouvelle-Zélande et de Nouvelle-Calédonie, seuls sur leurs terres pendant des millions d'années, et leurs formidables capacités pourrait être une bonne option ce soir. Ces drôles d'oiseaux - Pas si bêtes que ça!, Télé-Québec, 20h

SUPERHÉROS ÉCOLO

On reste « down under » avec ce documentaire à propos d'un citoyen australien devenu militant environnementaliste « par accident » lorsqu'il a constaté qu'une importante compagnie de gaz pouvait faire ce qu'elle voulait sur sa propriété. Frackman, Planète +, 22h

Amélie Gaudreau

## CULTURE

## OCDE: taxer Netflix « fonctionne »

Les pays qui le veulent ont des solutions en main, dit le chef fiscal de l'organisation

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Imposer la TPS ou la TVQ à des entreprises comme Netflix relève uniquement de la « *volonté politique* », estime le chef fiscal de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Pascal Saint-Amans. Ceux qui veulent agir peuvent le faire, et obtiennent des résultats quand ils le font.

« Si ça fonctionne? La réponse est oui, ça fonctionne », dit en entretien avec *Le Devoir* le directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques. « On n'a pas encore toutes les évaluations [des pays qui obligent déjà Netflix à percevoir la taxe à la consommation], puisque c'est encore récent, mais le retour d'expérience est positif. »



Pascal Saint-Amans

M. Saint-Amans est de facto responsable à l'OCDE de la lutte contre l'optimisation fiscale faite par les géants du Web. En 2015, l'OCDE adoptait l'Action 1, un plan pour « relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique », dans lequel on définissait des mécanismes pour faciliter la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée [TVA] pour les services intangibles.

« Le plan prévoit que la TVA doit être appliquée dans l'état de destination — là où est enregistrée la machine par laquelle se fait la transaction, rappelle M. Saint-Amans. Ces règles ont été avalisées par une centaine de pays, et la plupart d'entre eux les mettent en œuvre parce qu'ils en ont la volonté. »

En 2015, l'OCDE adoptait l'Action 1, un plan pour relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique

Interrogé sur la position du Canada à cet égard — selon la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, faire en sorte que la TPS soit appliquée sur les abonnements à Netflix est compliqué et reviendrait à ajouter une « nouvelle taxe pour la classe moyenne » —, Pascal Saint-Amans se garde de toute critique directe. « Je n'ai pas à me prononcer sur la volonté politique de la faire ou pas », dit-il avant de réitérer que, « sur le plan technique », les pays peuvent agir.

Les propos de M. Saint-Amans font écho à ceux du sous-ministre de M<sup>me</sup> Joly révélés par *Le Devoir* il y a dix jours. Dans une note d'information destinée à la ministre, son plus haut fonctionnaire lui faisait remarquer en 2016 que des dizaines de pays obligent les géants du Web à percevoir les taxes de vente sur les produits qu'ils offrent. Ne pas le faire crée une iniquité qui désavantage les fournisseurs de services canadiens, écrivait alors Graham Flack.

Dans la foulée de la décision d'Ottawa de ne pas demander à Netflix de percevoir la TPS, le gouvernement du Québec a pour sa part indiqué qu'il entendait aller de l'avant de son côté pour faire en sorte que la TVQ soit perçue par Netflix et autres compagnies du même acabit.

#### Impôt

Pour Pascal Saint-Amans, la question de la taxation des services ne doit pas en cacher une potentiellement plus importante: celle de l'incapacité des États à imposer les profits de ces entreprises.

« C'est un dossier beaucoup plus compliqué, reconnaît-il. Il y a deux enjeux: celui de la planification fiscale par les entreprises, notamment technologiques [qui cherchent à payer le moins d'impôt possible]. Et celui des règles internationales qui ne sont pas adaptées à une situation où on peut faire beaucoup de business et de profits dans une juridiction sans avoir de présence physique. »

L'OCDE présentera en avril un rapport sur le sujet. « C'est complexe, mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire », dit-il.



CLAIR OBSCUR

La bibliothèque Paul-Mercier, à Blainville, est née en 2015, avec un budget de construction de 12 millions de dollars.

## La bibliothèque publique, selon la bonne volonté du maire

L'établissement littéraire est l'institution culturelle la plus fréquentée au Québec

JÉRÔME DELGADO

La Semaine des bibliothèques publiques vient de se mettre en branle et, néanmoins, la présidente de l'Association des bibliothèques publiques du Québec (ABPQ) a des raisons d'être déçue. Les campagnes électorales roulent à plein régime et nulle part n'entend-on de discussions sur la situation des établissements littéraires.

« De façon générale, on ne parle pas assez des bibliothèques publiques et, pourtant, nous sommes en constant dialogue avec le public », dit Chantal Brodeur, de l'ABPQ.

Celle qui vient d'entamer son mandat à la présidence de l'organisme — elle a été nommée en avril — déplore que le sort des bibliothèques municipales soit lié à la joute électorale.

« D'une ville à l'autre, on retrouve des bibliothèques de qualité inégale, parce que tout dépend de l'équipe en place [à l'hôtel de ville], tout dépend de la vision, affirme Chantal Brodeur. Qu'est-ce que ça veut dire l'excellence en bibliothèque? On n'a pas de normes au Québec pour l'encadrer, aucune loi qui oblige les villes à offrir un service précis, tant de places assises, un minimum de livres... »

La porte-parole de cette association constituée de 160 membres partout au Québec reconnaît qu'en l'absence d'un « énoncé gouvernemental qui officialise la mission des bibliothèques publiques », il faut se référer aux textes de l'UNESCO. « Ce n'est pas normal, clame Chantal Brodeur. Il faudrait quelque chose plus près des gens. »

La dépendance des bibliothèques à l'administration municipale explique qu'il est difficile de trouver, même chez les établissements mal soutenus, des directions prêtes à témoigner de leur situation. Elles sont prises entre l'arbre et l'écorce, dans un jeu de diplomatie municipale.

#### Le modèle Blainville

Stéphanie Lachaine, chef de division Bibliothèque au service Loisirs, culture, bibliothèque et vie communautaire de la Ville de Blainville, se trouve choyée. Depuis qu'elle est en poste — 2010 —, elle n'a jamais eu à se référer à l'UNESCO pour défendre sa mission.

« D'une ville à l'autre, on retrouve des bibliothèques de qualité inégale, parce que tout dépend de l'équipe en place [à l'hôtel de ville], tout dépend de la vision »

Chantal Brodeur, présidente de l'Association des bibliothèques publiques du Québec

Les élus l'appuient par conviction.

« À Blainville, la bibliothèque a toujours été considérée comme étant d'une grande importance, tant par les élus que les citoyens », dit-elle.

Inaugurée au début des années 1980, la bibliothèque municipale a longtemps logé dans un petit espace de l'hôtel de ville. La croissance de la population, le développement des collections et la réduction des espaces de travail ont convaincu l'administration municipale d'accepter, avant 2010, le projet d'une bibliothèque plus grande et établie dans un édifice tout neuf.

La bibliothèque Paul-Mercier est née en 2015. Le budget de construction de 12 millions de dollars a été appuyé par le ministère de la Culture et des Communications. A hauteur de 2,9 millions. La Ville de Blainville a assumé le reste.

Dans cette municipalité des Laurentides, l'appui politique se traduit aussi dans les achats: selon Stéphanie Lachaine, le budget d'acquisition, évalué à 245 000 \$, est toujours revu à la hausse. On y ajoute 100 000 \$ par année, voire le double, comme ça s'était fait dans les budgets de 2011 et de 2012.

« Le livre demeure. Et on veut augmenter notre collection, parce qu'on veut s'assurer de répondre à la norme, celle d'offrir 3,5 livres par citoyen. Depuis 2011, la Ville fait un effort considérable pour investir davantage dans les budgets d'acquisition », dit la gestionnaire de la bibliothèque Paul-Mercier.

« Mais la bibliothèque, ce ne sont pas seulement des livres », soutient Stéphanie Lachaine. À Blainville, on la fréquente pour des conférences, des activités de médiation, des postes de visionnement, une salle « d'écrans nouvelles ». La bibliothèque de 2017 doit être branchée et diversifiée. On peut même y prendre son repas.

#### Le troisième lieu

« On développe les habitudes de fréquentation des jeunes », croit pour sa part Chantal Brodeur, qui est également responsable du service de bibliothèque à la Ville de Repentigny. [On doit leur proposer] quelque chose d'attrayant. Ça brise le cliché de la bibliothèque comme lieu de silence, juste pour des lecteurs. On est ailleurs aujourd'hui. Il s'y passe toute sorte de choses. »

Le concept de la « bibliothèque troisième lieu », développé dans les années 1980 par Ray Oldenburg, professeur de sociologie à l'université de Pensacola, en Floride, est désormais une chose très concrète. On y trouve encore des livres, mais on ne vient pas seulement pour y lire, ou pour emprunter des documents.

Ce qui n'empêche pas que les collections des bibliothèques publiques continuent à circuler. Et dans certains cas, circulent davantage.

« Si nous comparons avec la période avant l'ouverture de la nouvelle bibliothèque, nous avons une hausse de 25 % d'emprunts de documents », affirme Stéphanie Lachaine, de Blainville.

En cette Semaine des bibliothèques publiques, la présidente de l'ABPQ aime rappeler l'importance du temple du livre. Un lieu rassembleur et accessible à tous. Le troisième lieu, après la maison et le bureau (ou l'école).

Selon les chiffres de l'Association, la bibliothèque publique est l'institution culturelle la plus fréquentée au Québec, avec 27 millions de visiteurs. Les statistiques de 2015 la placent devant les cinémas (20 millions), les musées (14 millions) et les salles de spectacle (6 millions).

Le Devoir

## Les épaves de l'expédition Franklin offertes au Canada

Londres — Le Royaume-Uni va offrir au Canada les épaves de deux navires de l'expédition menée par l'explorateur britannique Sir John Franklin qui a disparu dans l'Arctique canadien en 1846 dans des circonstances mystérieuses, a annoncé lundi le gouvernement britannique.

Les épaves des navires HMS *Erebus* et HMS *Terror*, fleurons de la flotte britannique de l'époque, seront remises au gouvernement canadien dans les prochaines semaines, selon un communiqué du ministère de la Défense. Cependant, le gouvernement britannique conservera « un petit échantillon d'objets » récupérés dans les vestiges des navires pour les exposer dans les musées.

« Cet arrangement exceptionnel démontrera l'importance historique pour le peuple canadien de l'expédition Franklin et assurera que ces épaves et objets seront préservés pour les générations futures », a déclaré le secrétaire à la Défense, Michael Fallon. Les deux navires composant l'expédition dirigée par Franklin ont quitté le Royaume-Uni le 19 mai 1845 en direction du passage du Nord-Ouest liant les océans Atlantique et Pacifique au nord du Canada. L'expédition a disparu peu après son passage dans la baie de Baffin, entre le

Groenland et les côtes du Nunavut, dans le cercle arctique.

En 1859, une expédition dépêchée sur place par la veuve de Franklin découvrit une note évoquant le destin tragique des marins pris au piège des glaces et arrivant à court de vivres un an et demi plus tard. Selon cette note découverte sur l'île du Roi-Guillaume, Franklin et 23 de ses marins sont morts le 11 juin 1847.

L'*Erebus* a finalement été retrouvé dans le détroit de Victoria en 2014 et le *Terror* a été localisé à 24 mètres de profondeur près de l'île du Roi-Guillaume en 2016.

Agence France-Presse

## Des données sur... les métadonnées

Un retard à combler: le secteur de la culture au Québec « utilise encore peu à ce jour les métadonnées [numériques] relatives aux produits et aux contenus culturels », conclut un document qui dresse un état des lieux de la question — et qui démystifie ce monde en apparence obscure. Or, ces informations ont un grand potentiel en tant « qu'outil de mesure de la consommation des contenus culturels et de rémunération des créateurs et des entreprises qui en détiennent les droits d'auteur », rappelle la publication de l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec, qui s'inscrit dans la foulée du Plan culturel numérique du Québec. En février dernier, l'Observatoire dénonçait la difficulté d'accéder à des métadonnées souvent contrôlées par des entreprises privées, ce qui nuit à sa capacité de bien décoder les habitudes culturelles des Québécois.

Le Devoir

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

**D** Lire aussi: Le compte rendu de Sylvain Cormier du spectacle-bénéfice *La grande réunion* autour du feu, en soutien à la reconstruction du Théâtre de la Vieille Forge de Petite-Vallée, avec Marie-Pierre Arthur, Karkwa, Octobre et Michel Rivard, sur les plateformes numériques du Devoir.